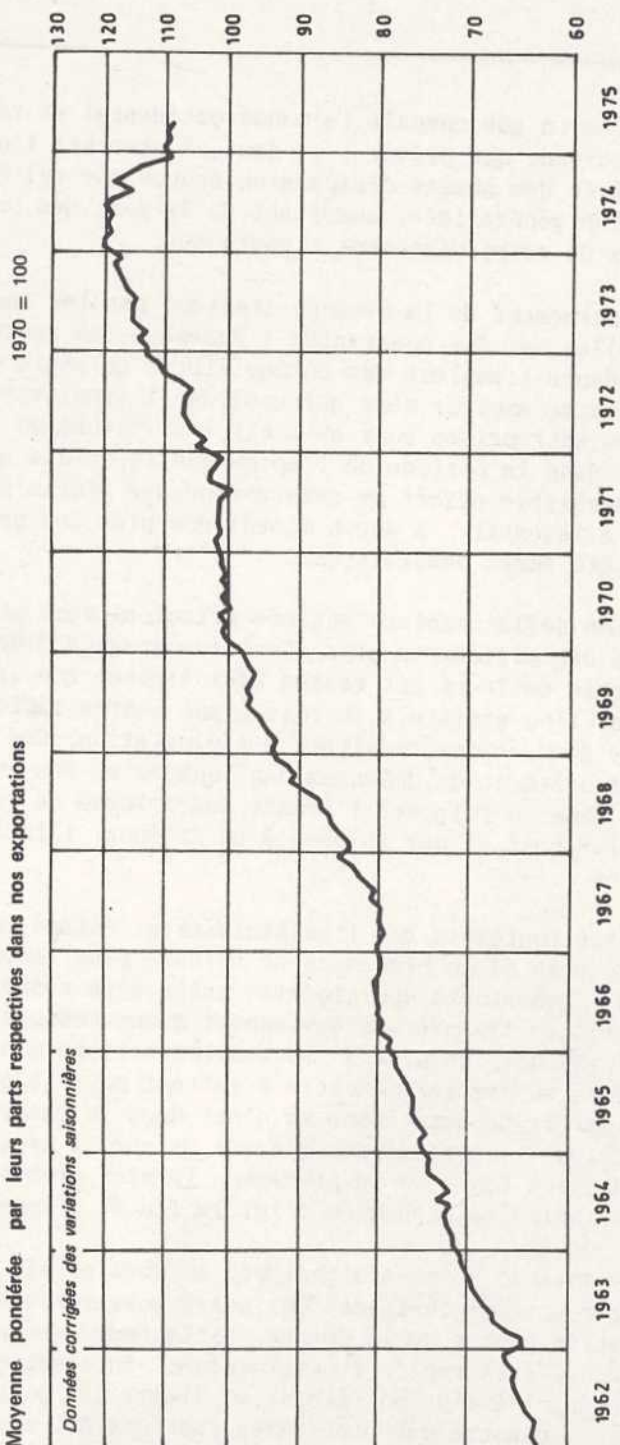


PRODUCTION INDUSTRIELLE CHEZ NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX

Moyenne pondérée par leurs parts respectives dans nos exportations



I - LA FRANCE DANS L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Après avoir connu une baisse d'activité très importante au cours du 2ème semestre 1974, les économies des pays occidentaux sont restées à un niveau très déprimé pendant les premiers mois de 1975. Le contre-coup des politiques de refroidissement appliquées en 1973 et du prélèvement extérieur provoqué par le quadruplement des prix du pétrole à l'hiver 1973-74 paraît donc plus durable et plus marqué que ce qui avait été prévu à l'origine. Chez nos principaux partenaires commerciaux, la production industrielle, qui avait baissé de 8 % environ au cours du 2ème semestre 1974 (entre juin et décembre), a conservé au début de 1975 le bas niveau atteint à l'hiver (voir graphique 1). En conséquence les capacités de production sont très faiblement utilisées dans les divers pays et ceux-ci connaissent des taux de chômage élevés.

TAUX DE CHOMAGE C.V.S.

	Moyenne 1962-72	1973	1973	1974				1975	Dernier mois connu
			IV	I	II	III	IV	I	
ETATS-UNIS	4,7	4,9	4,8	5,2	5,1	5,5	6,6	8,4	mai : 9,2
ALLEMAGNE	1,0	1,3	1,6	2,1	2,3	2,6	3,6	4,6	mai : 5,3(e)
ITALIE	3,4	3,5	3,0	2,7	2,7	2,9	3,1	2,7	
ROYAUME-UNI	2,0	2,4	1,9	2,2	2,3	2,4	2,4	2,9	juin : 3,5

Source : O.C.D.E.

N.B. - Ces taux ne sont pas comparables entre les pays. Ils sont calculés en général en % de la population active civile.

Cette récession a eu pour résultat un ralentissement de la hausse des prix, plus marqué aux différents stades de la production qu'à la consommation. L'évolution des prix des matières premières s'est retournée vers la baisse au 1er semestre 1974. Les prix de gros des produits manufacturés se sont fortement ralentis au début de 1975 et les prix de détail ont marqué une certaine décélération. En Angleterre cependant il n'y a eu aucune amélioration dans ce domaine : la hausse des prix de détail, déjà rapide, connaît une forte accélération.

Etant donné l'ampleur et la synchronisation de la récession, celle-ci a une influence très négative sur le commerce mondial. Les récessions antérieures avaient parfois ralenti le commerce entre les pays mais n'avaient pas provoqué de véritable diminution du volume de ce commerce. Cette fois-ci, le commerce mondial a marqué une stagnation à partir de l'hiver 1973-1974, puis un déclin très marqué à partir du 4ème trimestre de 1974. La courbe des importations mondiales qui connaissait une croissance annuelle de l'ordre de 10 % en volume depuis le début des années 60 a arrêté toute croissance au 4ème trimestre 1973 pour connaître ensuite, entre le 3ème trimestre 1974 et le 1er trimestre de 1975, une chute rapide. Les importations en volume de nos six principaux partenaires commerciaux ont suivi un mouvement semblable : stagnation à partir de la fin de 1973, puis baisse de 14 % environ entre le 3ème trimestre 1974 et le 1er trimestre 1975.

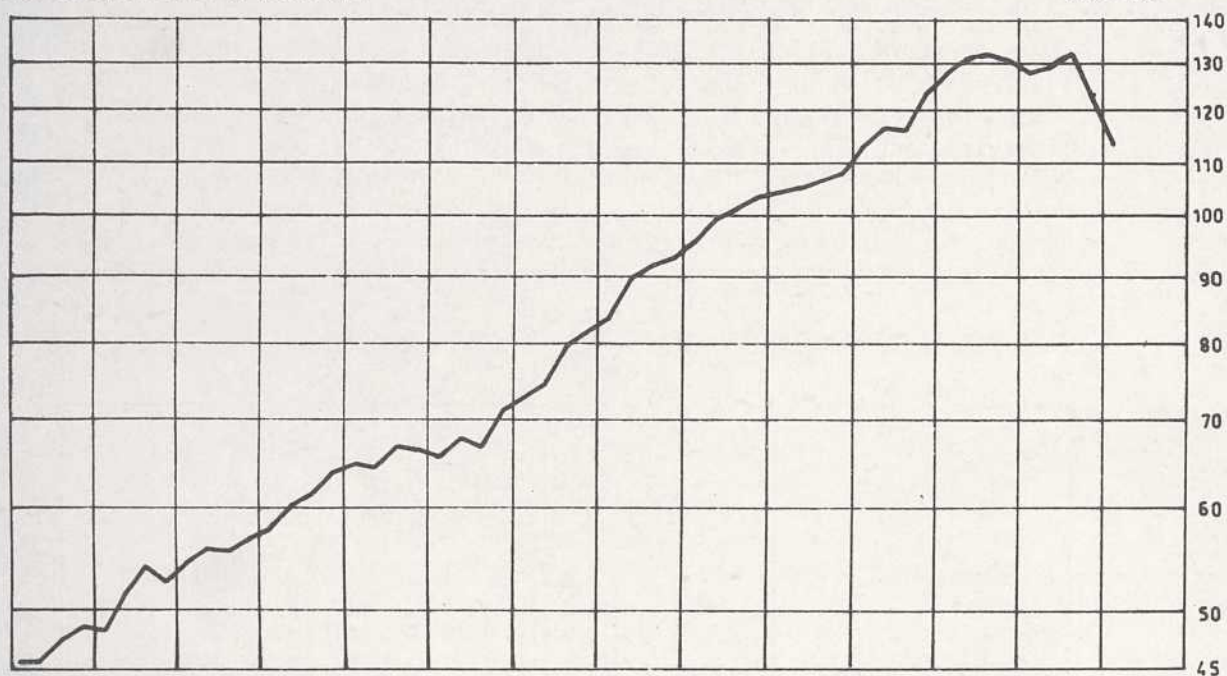
GRAPHIQUE 2

COMMERCE EXTÉRIEUR DE NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX

Moyennes pondérées par leurs parts respectives dans nos exportations

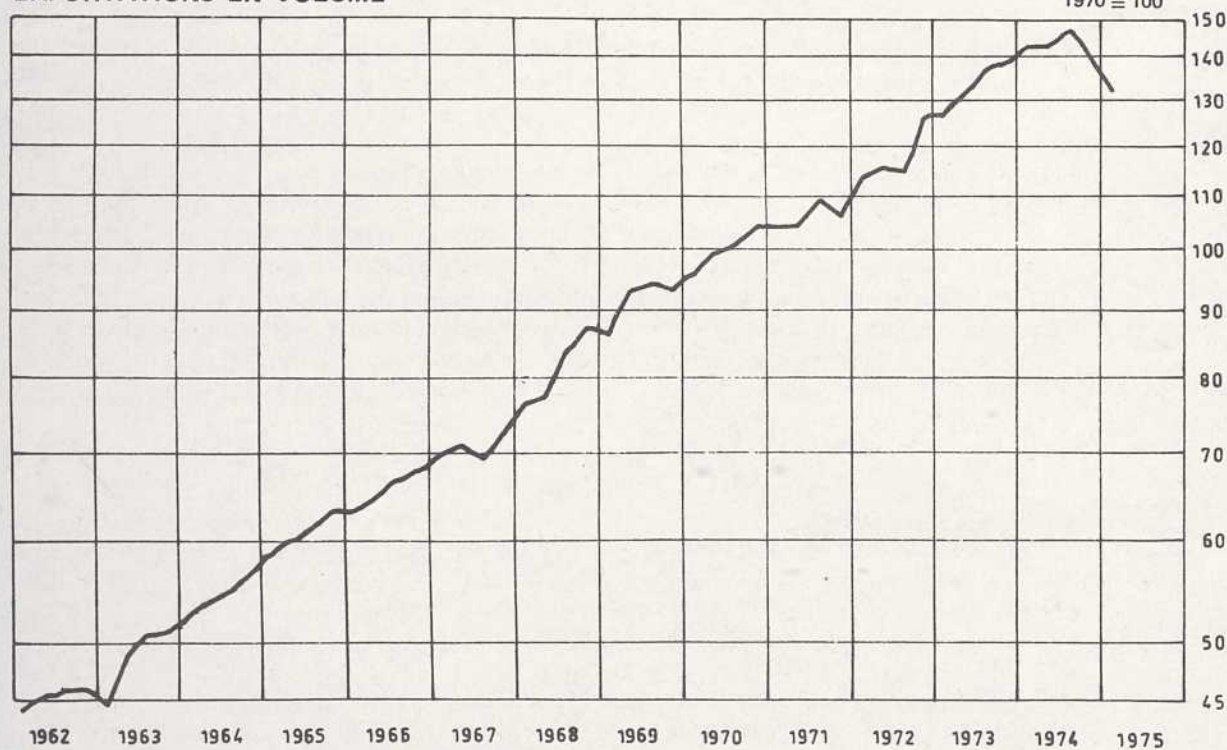
IMPORTATIONS EN VOLUME

1970 = 100



EXPORTATIONS EN VOLUME

1970 = 100



Source : données de l'O.C.D.E. concernant 6 pays : U.S.A., Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas.

Pour les pays développés, la contraction des exportations a été moins marquée que celle des importations : ainsi les exportations de nos six principaux partenaires commerciaux ont baissé de 10 % en volume entre le 3ème trimestre 1974 et le 1er trimestre 1975 (voir graphique 2). Cette meilleure tenue des exportations est due au développement des exportations vers les pays non industrialisés, notamment les pays producteurs de pétrole. La baisse plus rapide des importations et l'amélioration des termes de l'échange expliquent le redressement des balances commerciales depuis la fin de l'année dernière après la dégradation continue pendant les trois premiers trimestres de 1974 résultant de la hausse des prix du pétrole.

BALANCES COMMERCIALES - moyennes mensuelles en millions de dollars U.S.
C. V. S.

	1973				1974				1975
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I
ETATS-UNIS	- 199	94	336	602	283	- 169	- 653	- 236	668
ROYAUME-UNI	- 452	- 588	- 721	- 999	-1.259	-1.441	-1.228	-1.330	- 782
ALLEMAGNE	691	1.008	1.415	1.208	1.739	1.778	1.510	1.680	1.562
ITALIE	- 325	- 498	- 534	- 533	- 924	-1.044	-1.022	- 653	- 190
BELGIQUE	38	12	93	43	- 61	- 104	- 78	- 7	janv.-fév. - 139
PAYS-BAS	52	3	- 190	- 22	8	- 71	- 153	- 47	Janv.-fév. - 39

Source : O.C.D.E.

Plusieurs gouvernements ont mis en oeuvre à partir du début de cette année un certain nombre de mesures pour renverser le cours des conjonctures, notamment ceux des deux principales puissances économiques qui n'avaient pas de problèmes de paiements extérieurs et connaissaient une hausse des prix plus faible, les Etats-Unis et l'Allemagne. Leur évolution est attentivement suivie par les autres pays qui voudraient pouvoir compter sur une amélioration de leurs propres exportations. Le problème actuel est de savoir quand aura lieu la reprise attendue et quelle sera sa force. C'est donc l'évolution des composantes de la demande dans ces deux pays qu'il importe d'examiner actuellement pour voir comment cette évolution peut être améliorée par les mesures prises.

Les données trimestrielles de comptabilité nationale reproduites dans le tableau ci-après permettent de voir comment s'est déroulé le processus de récession à partir de 1973. Il y a tout d'abord eu un affaiblissement de la demande interne. En Allemagne où de sévères mesures de déflation avaient été prises en février et en mai 1973, c'est dès le second trimestre 1973 que l'on assiste à une baisse en volume de la consommation privée, des investissements productifs et de la construction. Aux Etats-Unis, le premier point faible a été la construction qui a commencé à fléchir au 2ème trimestre 1973 et a ensuite connu une très forte dégradation ; la consommation privée a diminué à partir de la fin de 1973 tandis que les investissements productifs n'ont véritablement baissé qu'à partir du 3ème trimestre 1974.

Cette défaillance de la demande interne a été atténuée un moment par la demande externe restée soutenue pendant toute l'année 1973 et le début de 1974. Cependant cette demande externe a connu une forte contraction à partir du milieu 74, contraction qui est venue s'ajouter à celle de la demande interne et qui s'est surtout fait sentir en Allemagne où les exportations représentent 30 % du Produit National Brut. Enfin un mouvement de déstockage important, surtout aux Etats-Unis, est venu accélérer le processus de récession au début de cette année.

La faiblesse de la consommation privée a été provoquée par une baisse aux Etats-Unis et un ralentissement en Allemagne des revenus disponibles des ménages.

Aux Etats-Unis la perte du pouvoir d'achat a été, à partir du début de 1973, de l'ordre de 3 % l'an pour les gains horaires des ouvriers de l'industrie manufacturière et de 5 % l'an pour les gains hebdomadaires disponibles des travailleurs de condition modeste. Le pouvoir d'achat du revenu disponible de l'ensemble des ménages n'a baissé qu'à partir du début de 1974, mais dès le début de 1973 sa progression était très réduite. En face de ce resserrement de leurs revenus disponibles, les ménages ont fait varier leur taux d'épargne en deux sens opposés : tout d'abord une augmentation assez forte au cours de 1973 puis brutale à l'hiver 73-74, sans doute pour protéger leurs encaisses réelles contre l'inflation, puis pour avoir une réserve de précaution au moment de la crise pétrolière ; dans un deuxième temps, au printemps et à l'été 74 ils semblent avoir diminué leur taux d'épargne pour essayer de conserver leur niveau de consommation malgré la baisse des revenus, mais ensuite la montée du chômage a à nouveau entraîné une attitude de précaution qui a augmenté l'effet déflationniste de la baisse du pouvoir d'achat. En Allemagne, la progression du pouvoir d'achat des salaires est restée positive quoiqu'assez ralentie depuis le début de 1971. Ce sont surtout les mesures budgétaires de refroidissement prises en 1973 qui ont fortement ralenti la progression des revenus disponibles des ménages et en conséquence celle de la consommation privée : la ponction fiscale supplémentaire a représenté 3,8 % du revenu réel des ménages en 1973.

Les investissements productifs sont restés soutenus plus longtemps que la consommation privée aux Etats-Unis. Alors que la consommation privée diminuait fortement au dernier trimestre de 1973, ils n'ont véritablement baissé qu'à partir du 3ème trimestre 1974 (après avoir stagné au cours du 1er semestre). La vigueur des investissements jusqu'au début de 1974 peut s'expliquer par une évolution assez satisfaisante des profits des sociétés jusqu'à cette date. La part de ces profits dans le revenu national (en tenant compte des réévaluations de stocks) s'est améliorée entre 1971 et 1973 alors que celle de la rémunération des employés baissait. Les profits des sociétés après impôts ont fortement augmenté en dollars courants et en dollars constants jusqu'au 3ème trimestre 1974 ce qui a permis une hausse annuelle de 16,6 % en valeur et de 5,6 % en volume pour l'ensemble de l'année 1974. Mais ils ont ensuite connu une forte chute au dernier trimestre de 1974 et au début de 1975. Ces profits tenant compte des réévaluations comptables des stocks ne donnent cependant pas une véritable idée des gains des sociétés, la forte hausse connue en 1974 étant pour une grande part purement comptable. Si la bonne tenue des profits, au moins jusqu'au début de 1974, peut expliquer la progression des investissements jusqu'à cette date, c'est la dégradation des perspectives économiques alliée à une restriction de la politique monétaire et à un degré d'endettement des entreprises très élevé qui explique le retournement de tendance ultérieur.

En Allemagne, la chute des investissements productifs s'est produite très tôt en 1973, dès le 2ème trimestre. Cette baisse des investissements semble être une conséquence directe de la politique de stabili-

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA DEMANDE EN VOLUME

Taux de croissance trimestriels - corrigés des variations saisonnières

ETATS-UNIS

	% du P.N.B. en valeur en 1974	1973				1974				1975
		I	II	III	IV	I	II	III	IV	
Dépenses des consommateurs ...	62,8	+ 2,0	+ 1,4	+ 0,3	- 1,6	- 1,2	+ 0,6	+ 0,8	- 3,5	+ 0,8
Dépenses de l'Etat (1)	22,1	+ 0,8	- 0,8	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 1,4
F.B.C.F. privée .	14,0	+ 4,2	+ 1,0	- 0,5	- 1,5	- 2,5	- 0,4	- 3,7	- 6,9	- 7,3
dont :										
Equipement et outillage	7,0	+ 6,5	+ 2,7	+ 0,4	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	- 1,7	- 8,2	- 6,8
Construction	7,0	+ 1,7	- 0,8	- 1,7	- 4,1	- 4,8	- 1,5	- 6,3	- 5,1	- 8,0
Variations de stocks (montant en % du P.N.B. en volume)	1,6	+ 0,9	+ 0,9	+ 0,9	+ 2,4	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,6	+ 1,4	- 1,4
Exportations de Biens et Services	10,0	+ 0,8	+ 0,3	+ 2,9	+ 3,0	+ 6,4	+ 0,1	- 3,4	- 1,4	- 4,0
Importations de Biens et Services	9,9	+ 4,1	- 1,6	- 2,1	- 0,2	+ 1,3	+ 5,3	- 2,4	- 4,3	- 7,9
P.N.B.	100,0	+ 2,3	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,6	- 1,8	- 0,4	- 0,5	- 2,3	- 2,7

(1) Y compris dépenses en capital.

Source : O.C.D.E. d'après des données en dollars 1958

ALLEMAGNE

	% du P.N.B. en valeur en 1974	1973				1974				1975
		I	II	III	IV	I	II	III	IV	
Consommation privée	53,5	+ 3,0	- 0,0	- 1,0	- 0,5	- 0,0	+ 1,5	+ 0,5	- 0,0	+ 1,0
Consommation de l'Etat	19,5	+ 2,0	+ 1,0	+ 1,0	+ 2,5	- 0,5	+ 3,0	+ 1,0	- 1,0	- 1,0
Investissements Productifs	9,5	+ 2,5	- 1,0	- 2,0	- 0,0	- 6,5	- 0,5	+ 1,5	- 0,5	- 8,0
Investissements en construction ..	13,0	+ 5,0	- 5,0	- 1,5	- 2,5	+ 4,0	- 10,0	- 1,5	+ 0,0	- 6,5
Variation des stocks (montant en % du P.N.B. en volume)	-	+ 1,0	+ 1,0	+ 2,0	+ 1,5	- 0,5	+ 0,0	+ 1,5	- 0,0	- 0,0
Exportations de Biens et Services	29,5	+ 1,5	+ 3,0	+ 2,0	+ 3,5	+ 9,5	+ 0,5	- 0,0	- 4,0	- 7,5
Importations de Biens et Services	26,0	+ 4,5	- 0,0	+ 0,0	+ 0,0	+ 2,0	+ 2,5	+ 5,5	- 6,0	- 2,5
P.N.B.	100,0	+ 2,5	+ 0,5	+ 0,0	+ 1,0	+ 0,0	- 0,0	- 0,0	- 1,5	- 3,0

Source : Bundesbank. Taux arrondis à 0,5 près.

sation menée au début de 1973. Tout d'abord la politique monétaire et financière appliquée par la Deutsche Bundesbank a été très sévère et les entreprises ont dû supporter une surtaxe de 10 % sur leurs bénéfices ; plus directement, les investissements ont été frappés d'une taxe de 11 % tandis que les facilités d'amortissement dégressif étaient supprimées. D'autre part le ralentissement de la demande de consommation ne les incitait pas à investir.

Ce sont ces deux composantes de la demande intérieure : consommation privée et investissements productifs, que les gouvernements américain et allemand cherchent actuellement à relancer puisque contrairement aux précédentes périodes de récession, il n'est pas possible cette fois-ci de compter sur une relance provenant de la demande externe.

L'Allemagne a été le premier pays à mettre en oeuvre des mesures de relance. En premier lieu, une réforme de la fiscalité et des allocations familiales décidée à l'été dernier lors de la préparation du budget 1975 et mise en oeuvre en janvier a entraîné une très forte augmentation du revenu disponible des ménages. Grâce à une diminution des impôts directs de DM 4 milliards et à une augmentation des transferts de DM 10 milliards, les revenus disponibles des ménages augmentent de DM 14 milliards soit d'un montant équivalent à 2,5 % de la consommation privée et 1,5 % du PNB. Ensuite pour activer immédiatement les investissements il a été décidé en décembre dernier une subvention de 7,5 % pour les biens d'équipement commandés avant le 30 juin 1975 et installés avant le 30 juin 1976.

Aux Etats-Unis, c'est au mois de janvier que des mesures de relance sous forme de réductions d'impôt ont commencé à être envisagées. Le Gouvernement proposait alors des réductions portant sur \$ 16 milliards. Finalement le Congrès a porté ces réductions à \$ 22,8 milliards dont la grande majorité - 20 milliards - touchent les ménages. Ces \$ 20 milliards en faveur des ménages comportent tout d'abord un remboursement de 8,1 milliards en mai et juin 75 au titre de l'impôt sur les revenus de 1974 puis des réductions sur les revenus de 1975 et quelques versements exceptionnels entraînant une augmentation des revenus disponibles de 12,1 milliards au cours de l'année fiscale 75/76 (soit du 1er juillet 1975 au 30 juin 1976). Au total ces mesures en faveur des particuliers représentent 2,2 % de la consommation privée et 1,4 % du PNB, près de la moitié étant concentrée sur les mois de mai et juin 1975. Pour favoriser les investissements productifs il a été décidé un versement de \$ 2,8 milliards au profit des entreprises par relèvement du crédit d'impôt et réduction du taux d'impôt sur les bénéfices.

Dans ces deux pays, l'adoption des mesures de relance, jointe à une augmentation des dépenses de fonctionnement due aux hausses de salaires, des dépenses de transfert due à la montée du chômage et à un ralentissement des recettes entraîné par la récession, va provoquer cette année des déficits budgétaires jamais atteints pendant les 10 à 15 dernières années.

Soldes budgétaires en % du PNB

	1973	1974	1975(p)
ETATS-UNIS ..	- 0,6	- 0,7	- 5,0
ALLEMAGNE ...	+ 1,6	- 0,9	- 5,4

Parallèlement aux mesures budgétaires de relance les gouvernements ont assoupli leur politique monétaire, politique qui avait été l'un des principaux instruments du refroidissement à partir de 1973 (voir graphiques 3 et 4). Ainsi les taux d'intérêt ont fortement baissé depuis l'automne dernier. Cependant le desserrement monétaire reste très prudent par crainte d'une relance de l'inflation et les taux de croissance fixés pour les masses monétaires sont encore assez faibles. Aux Etats-Unis la masse monétaire ne doit croître que de 5 à 7,5 % entre avril 1975 et avril 1976. En Allemagne la Banque fédérale veille à ce que la croissance de la base monétaire (circulation fiduciaire + réserves obligatoires sur les engagements intérieurs) ne dépasse pas celle du PNB nominal. Pendant les cinq premiers mois de l'année, la croissance de la base monétaire a été de 2,8 %, soit 7 % environ en taux annuel. Une question se pose donc, celle de la compatibilité entre des mesures budgétaires résolument expansionnistes accompagnées de déficits budgétaires importants et une surveillance assez stricte de l'évolution des masses monétaires.

Quel peut être l'effet des mesures de relance décrites ci-dessus ? Les revenus supplémentaires distribués aux ménages par le biais des mesures fiscales sont considérables et peuvent effectivement entraîner une hausse appréciable de la consommation privée. Le problème est de savoir si les ménages vont effectivement utiliser ce supplément de revenus pour augmenter leur consommation et, au cas où ils le feront, si cette relance sera durable.

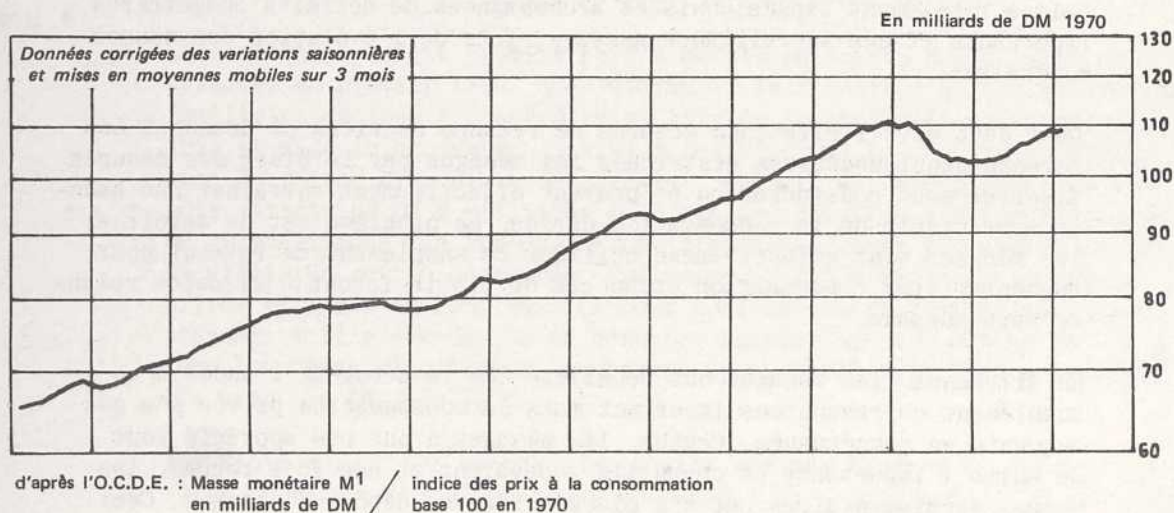
En Allemagne, les ménages ont bénéficié dès le début de l'année d'un supplément de ressources important mais la consommation privée n'a pas augmenté en conséquence. Certes, les ménages n'ont pas apprécié tout de suite l'importance de ce qu'ils recevaient et une fois reçues, les sommes supplémentaires ont été placées sur des dépôts d'épargne. Ceci peut paraître normal dans un premier temps, mais traduit lorsque cela se prolonge - ce qui est le cas - un comportement de précaution et une très faible propension à dépenser les revenus supplémentaires. Le taux d'épargne est passé de 16 % au 4ème trimestre 74 à 16,5 % au 1er trimestre 1975 et, d'après les dernières informations, a dû être encore très élevé au 2ème trimestre (le taux moyen était de 14 % en 73 et 15 % en 74). Il semble donc que les ménages allemands, impressionnés devant la montée du chômage et l'incertitude économique de la période à venir, n'aient pas eu pour le moment la confiance suffisante pour dépenser les revenus supplémentaires reçus. Aux Etats-Unis c'est à partir de maintenant que se pose la question de l'utilisation de revenus supplémentaires par les ménages puisque c'est en mai et juin qu'ont eu lieu les premiers remboursements d'impôt. La tentation d'épargner pourrait être encore plus forte pour les ménages américains qu'elle ne l'est pour les ménages allemands. En effet, la hausse des prix, qui a entamé le pouvoir d'achat de leurs revenus disponibles depuis plus d'un an, a aussi entamé celui de leur épargne et il se peut qu'ils utilisent les revenus supplémentaires pour restaurer un certain niveau d'épargne réelle. D'autre part, le niveau élevé du chômage doit les inciter à constituer des épargnes de précaution. L'enquête de l'Université de Michigan sur le sentiment des consommateurs indique que ces derniers étaient encore très pessimistes au 1er trimestre.

Il semble donc que du côté de la consommation privée une grande incertitude vient de ce que les ménages risquent d'épargner une partie importante des revenus supplémentaires qui leur sont distribués.

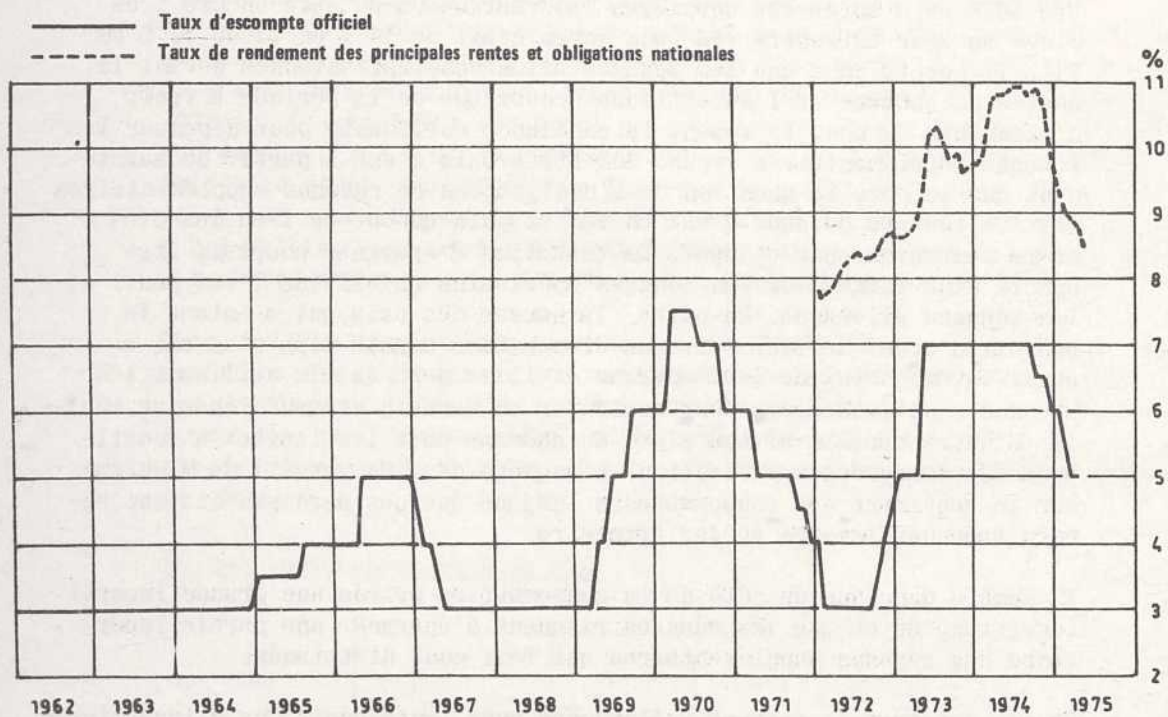
Or les entreprises restent influencées pour leurs décisions d'investissement par l'évolution constatée de la consommation des ménages, même si ce n'est pas le seul élément de la demande qu'ils reçoivent. En Allemagne,

GRAPHIQUE 3

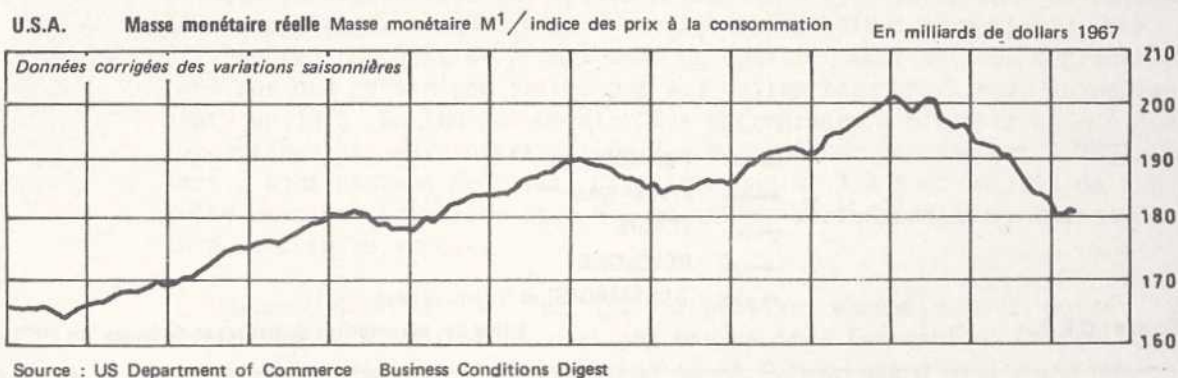
ALLEMAGNE masse monétaire réelle



ALLEMAGNE



GRAPHIQUE 4



GRAPHIQUE 5

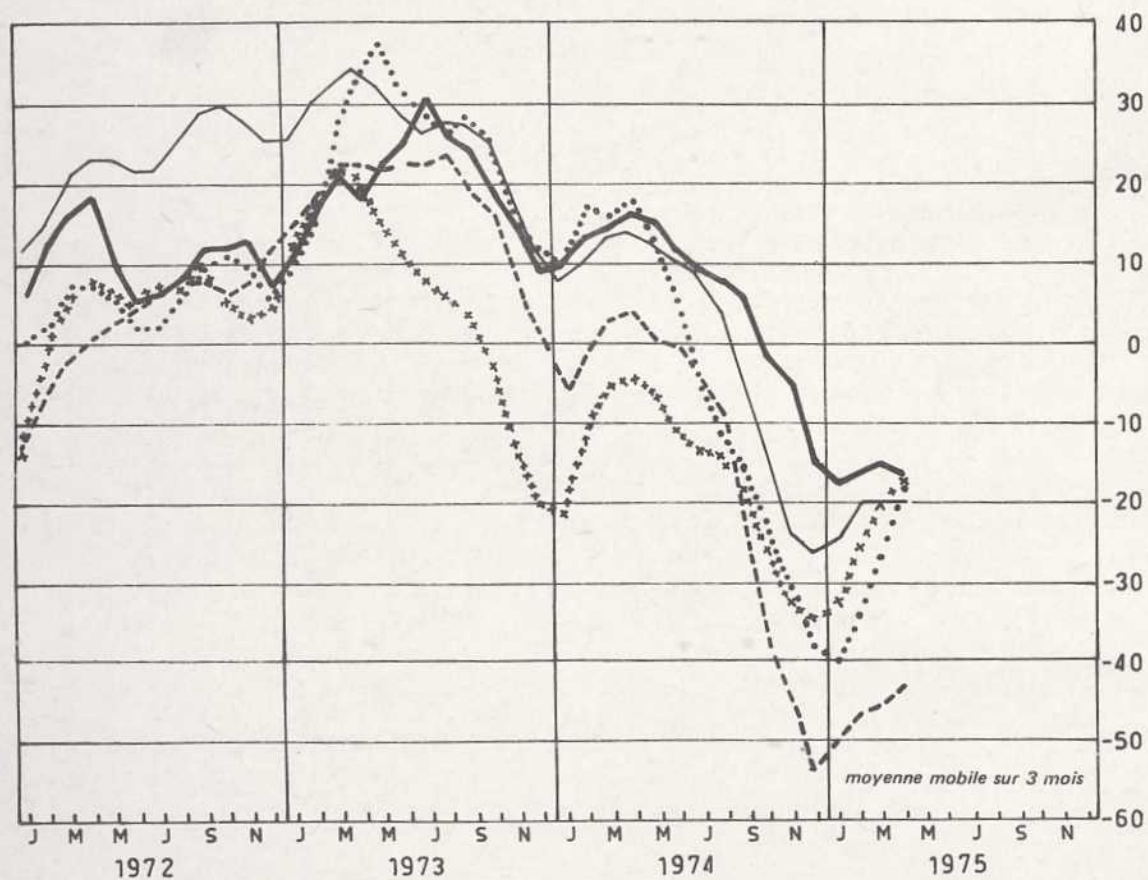
PAYS DU MARCHÉ COMMUN

PERSPECTIVES DE PRODUCTION D'APRES LES ENQUETES DE CONJONCTURE

— FRANCE
 — PAYS-BAS
 ITALIE
 - - - BELGIQUE
 ***** ALLEMAGNE et les autres pays

Source : C.E.E.

Solde des perspectives de hausse et de baisse en MM 3



il y a certes eu une certaine reprise des commandes de biens d'investissement venant de l'intérieur. Au 1er trimestre, celles-ci étaient supérieures de 9 % en volume à leur niveau du dernier trimestre de 1974, mais encore inférieures de 6 % à celui du 1er trimestre 1974 et la reprise constatée au début de cette année provient d'une pointe en janvier et février qui ne s'est pas poursuivie par la suite. La subvention de 7,5 % aux investissements va peut être provoquer un certain déplacement des dates de commandes qui seront concentrées sur le 1er semestre 1975 au lieu d'être un peu plus étalées, mais n'entraînera sans doute pas de véritable gonflement des investissements. Actuellement l'IFO prévoit que les investissements baisseront en volume en 1975 par rapport à 1974, la réticence des entrepreneurs à investir étant accrue par la forte baisse des exportations, qui diminue leurs perspectives de vente et grève leurs comptes d'exploitation.

Aux Etats-Unis les aides gouvernementales semblent insuffisantes pour effacer la dégradation actuelle des bénéfices des entreprises ni changer leurs appréciations pessimistes sur les perspectives économiques. Les différentes enquêtes du Département du Commerce montrent une dégradation continue des prévisions faites par les entreprises pour leurs investissements en 1975. En janvier dernier, les entrepreneurs prévoyaient que ces investissements augmenteraient de 4,6 % en valeur par rapport à 1974, en mars l'augmentation ne devait plus être que de 3,3 % et en juin de 1,6 %. Cette dernière prévision de 1,6 % en valeur correspond à une baisse de 10 % environ en volume.

Il apparaît donc au total que les perspectives économiques de notre environnement extérieur ne sont pas encore très favorables. Certes les perspectives des chefs d'entreprise de la C.E.E., qui s'étaient fortement dégradées l'année dernière, sont moins pessimistes depuis quelques mois (voir graphique 5). Cependant, on l'a vu, la reprise économique attendue principalement en Allemagne et aux Etats-Unis est soumise à beaucoup d'incertitudes et, si elle se produit comme on l'espère pendant la deuxième moitié de cette année, elle ne sera vraisemblablement pas très vigoureuse. D'autre part, certains de nos principaux partenaires commerciaux n'envisagent pas d'amélioration avant l'année prochaine ; c'est notamment le cas de l'Italie et surtout du Royaume-Uni, où les mesures récemment décidées par le gouvernement devraient au contraire exercer, dans un premier temps, une action déflationniste. La demande globale ne pourra donc pas apporter un soutien rapide à notre propre évolution économique. On peut simplement penser qu'elle cessera de jouer un rôle de frein.

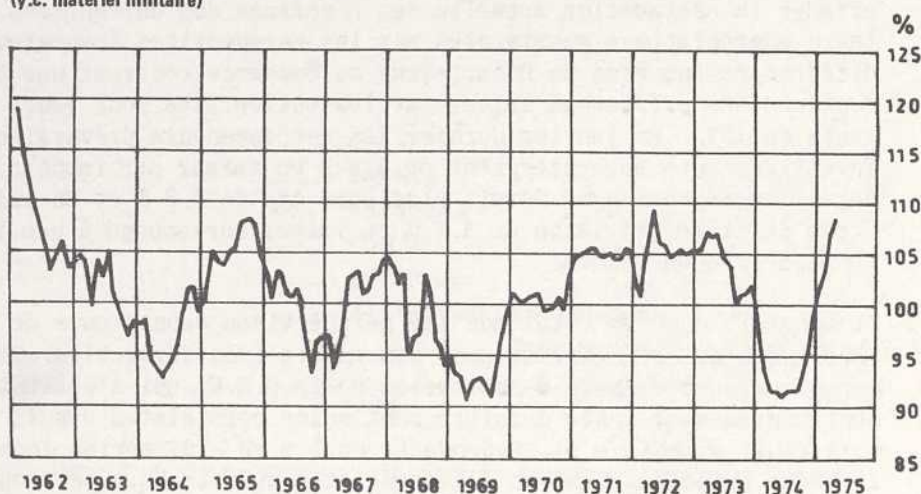
2. L'EQUILIBRE EXTERIEUR

Le rétablissement, dès le premier trimestre 1975, de l'équilibre extérieur et le redressement de la parité du franc constituent les traits majeurs de l'évolution de notre commerce avec l'étranger dans la première partie de l'année. Ces taux de couverture excédentaires, qui n'étaient visés que pour la fin de 1975, sont d'abord le fait d'éléments conjoncturels et résultent d'un ralentissement prononcé de l'activité interne, qui s'est accompagné d'une réduction des besoins d'importation. Ils sont imputables également à la réorientation géographique de nos exportations ainsi qu'à la poursuite des économies d'énergie.

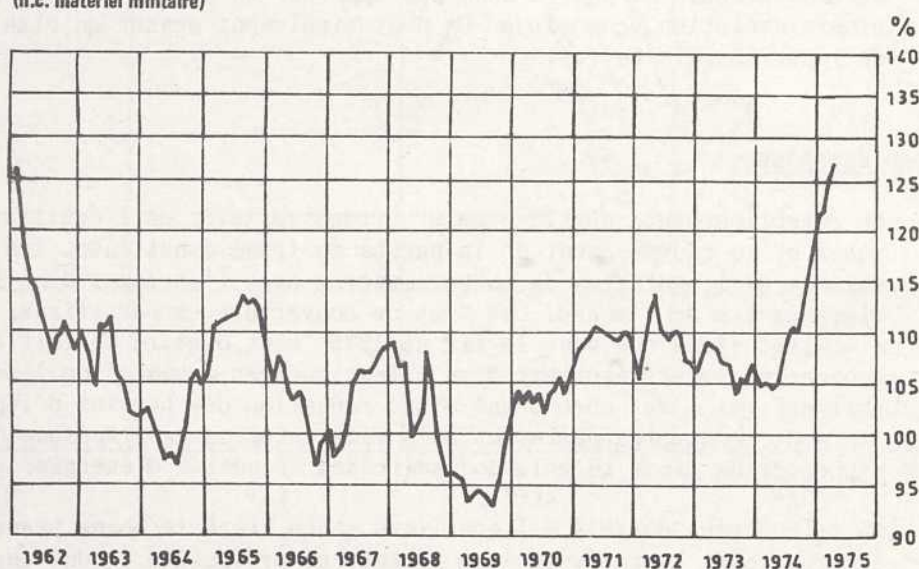
Un retour plus durable à l'équilibre reste lié à la bonne tenue de nos exportations. Leurs évolutions récente et prévisible seront analysées dans le contexte actuel de contraction du commerce mondial, d'intensification de la concurrence par les prix et du développement de la demande des pays producteurs de pétrole.

GRAPHIQUE 6

TAUX DE COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS (FOB - FOB)
(y.c. matériel militaire)



**TAUX DE COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS
TOTAL MOINS PRODUITS ÉNERGÉTIQUES (FOB - CAF)**
(n.c. matériel militaire)



L'évolution de la demande à l'importation reste conditionnée essentiellement par l'orientation de l'activité intérieure. Elle apparaît également affectée par un renforcement de la concurrence sur le marché français.

A - Le taux de couverture

L'amélioration du taux de couverture global est la résultante d'une chute en volume des importations et notamment de pétrole brut, du maintien des exportations et d'une amélioration des termes de l'échange. Le taux passe en données FOB-FOB de 93,3 % en 1974 à 106,1 % pour les 5 premiers mois de l'année (voir graphique 6).

1. Le solde énergétique

Le coût de l'approvisionnement pétrolier restait en début d'année une interrogation majeure concernant notre équilibre commercial. Ainsi un plafond (51 milliards de F.) était-il fixé à la valeur de nos importations nettes de produits pétroliers. L'évolution des prix et celle surtout des quantités ont largement desserré cette contrainte.

Rappelons que le déficit du commerce extérieur de produits pétroliers s'est inscrit à 46 milliards pour 1974 et qu'il a été de 14,5 Mrds en 1973. Pour les 5 premiers mois de l'année ce déficit a atteint 16,1 Mrds.

Si le prix du pétrole brut est passé entre octobre 1973 et le courant du deuxième trimestre 1974 de 111 F. la tonne à 400 F., il s'est stabilisé à ce niveau dans la seconde partie de l'année et atteignait en janvier 1975 387 F. Le dernier prix connu (statistiques douanières provisoires de mai) s'est établi à 374 F. la tonne. Cette évolution est à relier à celle du cours du dollar, qui est passé de 5,028 F. en janvier 1974 à 4,365 F. un an plus tard et qui était en mai de 4,04 F. Compte tenu cependant de décalages entre les prix de référence du pétrole brut et ceux de facturation, qui sont restés encore relativement bas dans les premiers mois de 1974, on peut tabler sur une hausse moyenne de 4 % du prix facturé de la tonne de pétrole brut entre les années 1974 et 1975 (une légère hausse de ces prix en octobre 1975 est également prise en compte).

La baisse de la demande intérieure contribue également à expliquer, de même que la continuation des économies d'énergie et un hiver clément, la réduction du déficit énergétique.

Pour les 5 premiers mois de l'année, le volume mensuel moyen des importations de produits pétroliers est en diminution de 22 % sur la même période de 1974 et de 21,6 % sur la moyenne de 1974. Cette diminution est à comparer à l'accroissement tendanciel de 13 % qui a prévalu en moyenne au cours des années antérieures.

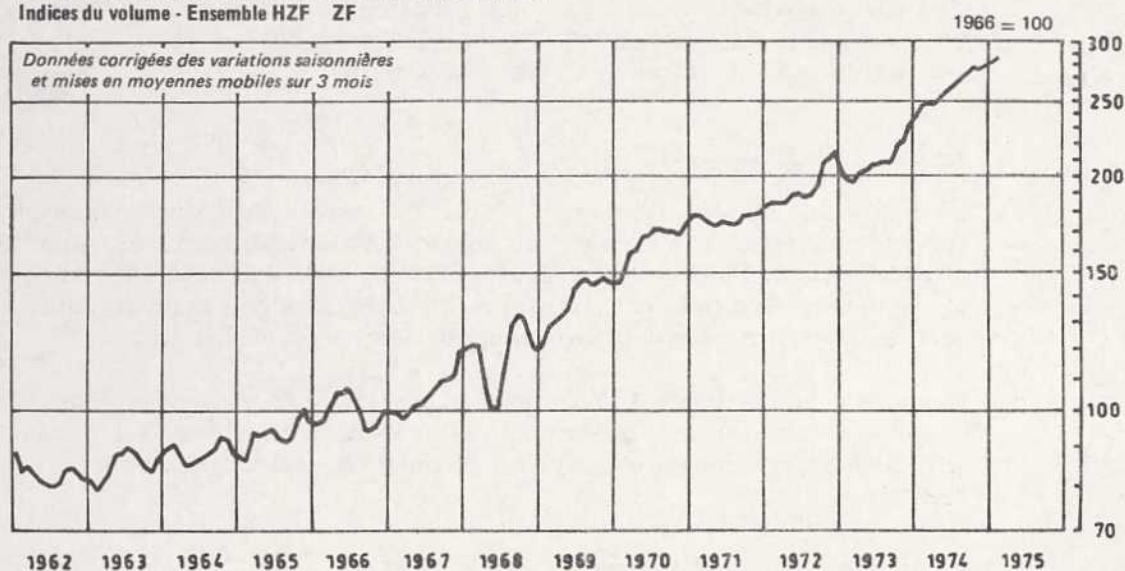
L'évolution prévisible

Cette évolution, chiffrée dans le tableau joint, a été étudiée à l'aide de 3 indicateurs ayant trait à la consommation des ménages et à l'activité industrielle.

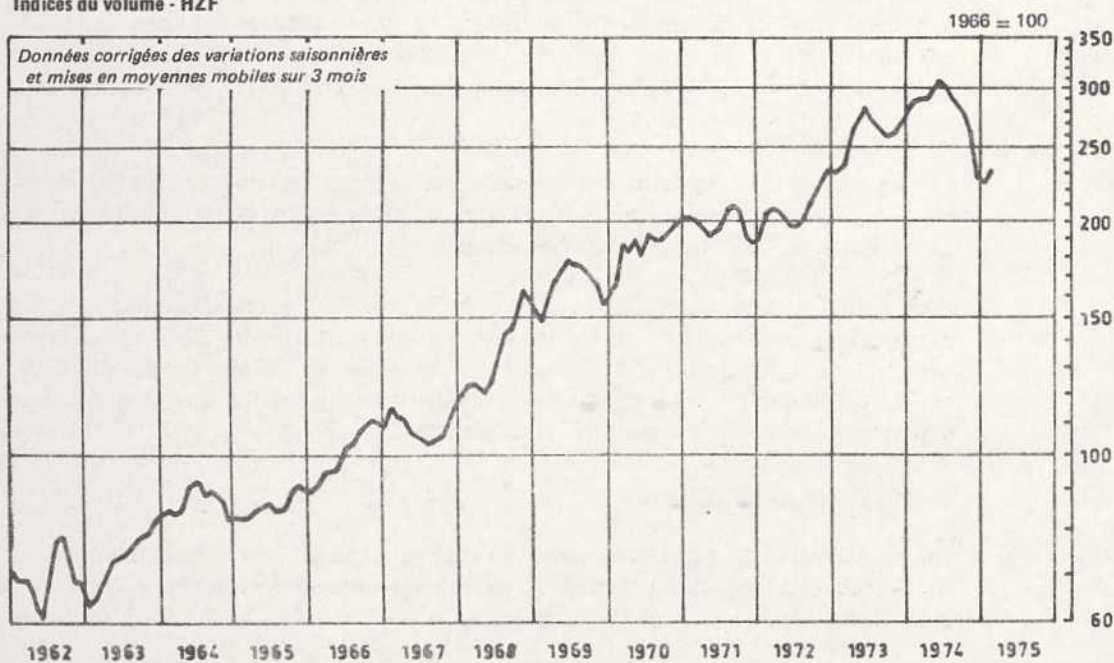
La détermination d'une tendance récente de la consommation de fuel domestique (30,2 % des quantités de produits pétroliers vendues en 1974 sur le marché intérieur) après les dents de scie de début 1974 est faussée par la limitation réglementée des distributions et surtout par les modifications de prix, qui conditionnent le mouvement des stocks

GRAPHIQUE 7

EXPORTATIONS. PRODUITS FINIS POUR L'ÉQUIPEMENT Indices du volume - Ensemble HZF ZF



IMPORTATIONS. PRODUITS FINIS POUR L'ÉQUIPEMENT Indices du volume - HZF



Zone Franc : ZF Autres pays : HZF

chez les usagers. Une comparaison des niveaux de consommation fournit toutefois des indications de tendance. En 1974 les livraisons se sont inscrites en recul de 15,3 % par rapport au niveau de 1973. Pour les 5 premiers mois de l'année, on constate une régression de 9,8 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente, les coefficients de rigueur climatique pour ces 2 périodes étant comparables.

Importations et utilisations de produits pétroliers (volumes)

	5 premiers mois 1975/1974	Tendance moyenne (68-73)	Montant en 1974 106 tonnes	1974/1973	Prévisions 1975/1974
I - IMPORTATIONS DE PETROLE					
BRUT	- 22 %	+ 12 %	130,8	- 4,2 %	- 17 %
Déficit pétrolier		+ 13 %	46	- 2,9 %	- 17 % ⁽¹⁾
			milliards		
II- CONSOMMATION INTERIEURE					
- fuel domestique	- 10,4 %	11 %	31,5	- 15,5 %	- 6 %
- carburant auto	+ 5,2 %	8 %	15,2	- 3,5 %	+ 4 %
- fuel lourd	- 6,3 %	+ 13 %	34,5	- 0,2 %	- 8 %
dont :					
- industrie	- 12,7 %		20,3	- 0,2 %	- 15 à - 20 %
- E.D.F.	+ 5,7 %		14,2	- 0,3 %	+ 2 %
Consommation intérieure totale	- 6 %		104,5	- 6,9 %	- 5 %
Stocks producteurs (en millions de tonnes) ...	- 3,7 % entre le 31.12.74 et le 30. 4.75		30 MT au 30.12.77	+ 7,2 % entre le 31.12.73 et le 31.12.74	

(1) Compte tenu d'une hausse des prix du pétrole brut estimée à 4 %, cette diminution du déficit pétrolier en 1975 peut être chiffrée à 13 ou 14 %, soit un déficit de l'ordre de 40 milliards de F. contre 46 en 1974.

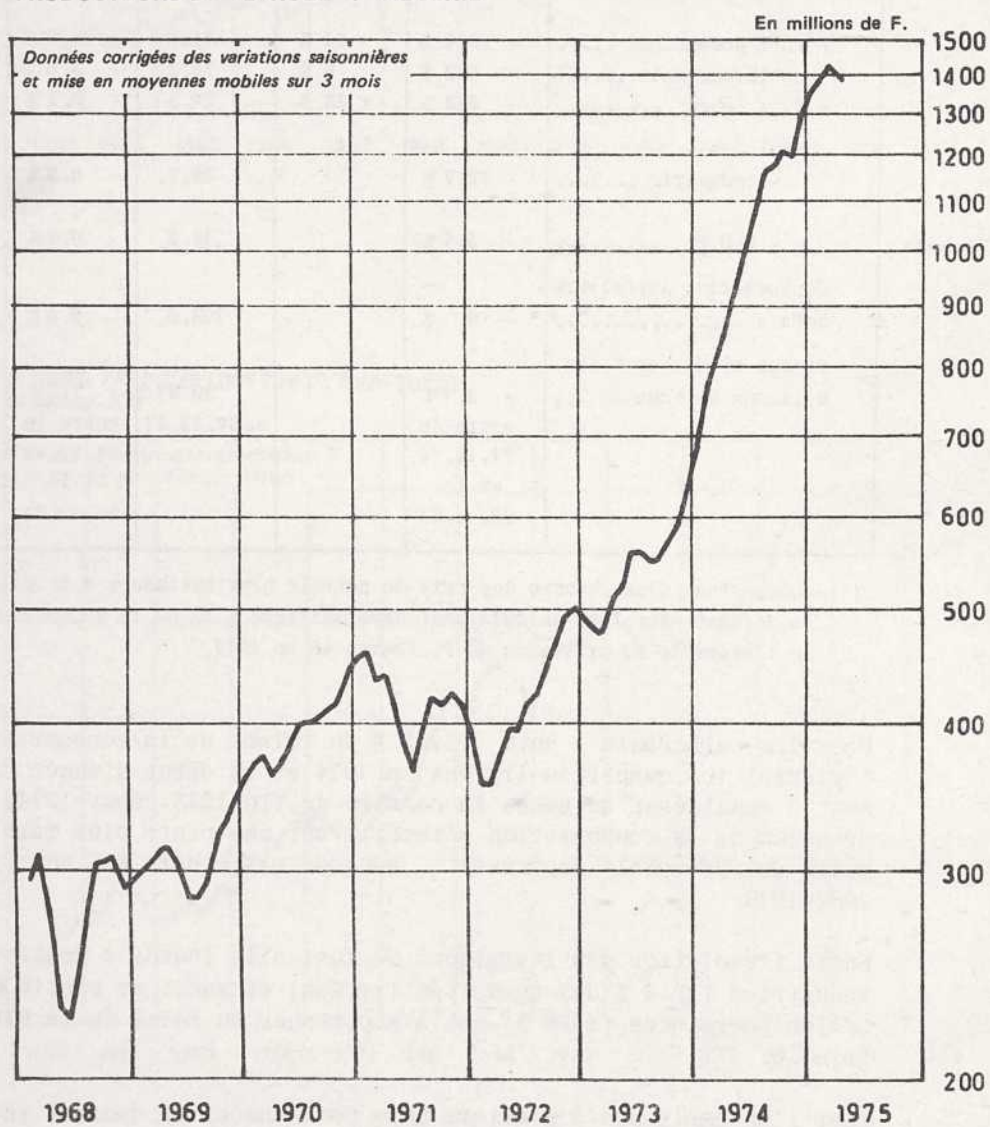
Pour les carburants - auto (14,5 % du volume de la consommation intérieure), les quantités livrées en 1974 et en début d'année conduisent à considérer qu'après la cassure de fin 1973-début 1974, la progression de la consommation s'inscrit sur une pente plus faible que celle qui prévalait auparavant : quelque 6 % contre 8 % sur la période 1964-1973.

Enfin, l'évolution des livraisons de fuel-oils lourds à destination des industries (19,4 % des quantités livrées) et aussi en partie des centrales thermiques (13,6 %) est à rapprocher du recul de la PIB industrielle.

Pour l'ensemble des 5 premiers mois de l'année, la demande industrielle accuse une régression de 12,7 % sur la même période de l'année précédente, tandis que les fournitures aux centrales électriques marquent

GRAPHIQUE 8

**EXPORTATIONS VERS LES PAYS NON INDUSTRIELS
PRODUCTEURS DE PÉTROLE + ALGERIE**



une progression de 4,7 %.

Au total la prolongation de ces tendances des consommations conduit à estimer le recul de la consommation intérieure totale en 1975 à 5 % par rapport à son niveau de 1974.

L'évolution des stocks, quant à elle, est une diminution nette au cours des premiers mois de l'année. Ainsi entre décembre et avril les stocks raffineurs (essentiellement pétrole brut et produits finis) se sont réduits de 3,7 millions de tonnes soit de quelque 12 %.

Il convient toutefois de noter que ces stocks restent à un niveau élevé : ils sont supérieurs pour l'ensemble des 4 premiers mois de 1975 de 25 % à leur niveau correspondant de 1974, ce qui limite les risques de restockage massif.

L'ensemble de ces éléments permet un chiffrage approximatif du solde énergétique en 1975. Compte tenu des importations de produits raffinés et des réexportations, le déficit pétrolier net de la France en 1975 pourrait être de 14 % inférieur à celui de 1974, soit 40 milliards de F. contre 46 en 1974.

2. Le taux de couverture hors produits énergétiques

Si l'on considère maintenant le taux de couverture hors produits énergétiques (en données exprimées FOB-CAF), son amélioration depuis juillet 1974 est semblable à celle du taux global : un peu plus de 15 points.

Pour les 5 premiers mois 1975, il s'est établi à 125,3. Ce redressement provient pour partie d'un moindre déficit sur les produits bruts et les demi-produits mais également d'une amélioration sensible du solde des produits finis destinés à l'équipement et à la consommation. En revanche, on observe depuis le début de 1974, une forte diminution du solde excédentaire des produits alimentaires.

Le solde des échanges de biens d'équipement, traditionnellement équilibré ou légèrement excédentaire, s'est à partir de l'été 1974 très fortement amélioré. Ainsi le solde apparent mensuel s'est élevé à 1,4 milliard de F. au premier trimestre 1975, contre un léger déficit au 1er semestre 1974. Cette amélioration résulte à la fois d'une croissance extrêmement rapide de nos exportations de biens d'équipement dès le printemps 1973, et d'une réduction des importations à partir du printemps 1974, amélioration qui aurait d'ailleurs été plus nette encore si la hausse des prix des biens d'équipement importés n'avait largement excédé, depuis l'automne 1974, celle des biens exportés (les évolutions des volumes sont retracées sur le graphique 7).

Si la réduction de la demande de biens d'équipement est d'origine conjoncturelle, la croissance vigoureuse et soutenue des exportations de ces biens, qui s'effectue depuis le printemps 1973 à un rythme de 35 % l'an en valeur, résulte essentiellement du développement de nos exportations vers les pays de l'Est, vers les pays en développement et parmi ces derniers surtout vers les pays pétroliers (voir graphique 8), marché sur lequel nos ventes globales se sont accrues de 50 % dès 1973 et de 63 % entre 1973 et 1974 (source : O.C.D.E.).

B - Les évolutions en volume

1. Les évolutions récentes

a) Importations

L'évolution en volume intraannuelle des importations a reflété en 1974 celle de l'activité intérieure : la pointe spéculative du 1er trimestre a accompagné la surchauffe de la première partie de l'année ; de la même façon le recul de la production industrielle tout au long du 2ème semestre et début 1975 est à rapprocher de la baisse des achats à l'étranger, et de leur creux important en fin d'année et dans les premiers mois de 1975.

Ce retournement en 1974 intervient après une progression du volume des importations globales au rythme annuel de 15 % depuis début 1971. Au second semestre la baisse en volume a été de 12 % sur le premier.

Les dates de retournement des tendances ont été les suivantes : février 1974 pour les importations de demi-produits et de produits de consommation, mai pour les produits bruts, juin pour les biens d'équipement et, après une rapide remontée depuis avril, août pour les importations d'énergie. Les achats de produits alimentaires, quant à eux, qui s'étaient réduits entre le 3ème trimestre 1973 et juin 1974, se sont inscrits sur une pente de croissance soutenue depuis cette date (16 % l'an).

La chute des importations après retournement, a été plus ou moins accentuée selon les postes : 16 % entre le premier et le dernier trimestre 1974 (cvs) pour les demi-produits, la tendance sur les dix années antérieures étant une croissance de 17 % par an ; chute de quelque 25 % au cours du seul 2ème semestre 1974 de la demande de biens d'équipement étrangers alors que la croissance de ces importations se faisait au rythme de 25 % l'an depuis mi-1972 et de 15 % l'an sur les 10 dernières années ; recul de 14 % entre le 1er et le dernier trimestre 1974 pour les biens de consommation dont l'importation progressait au rythme annuel de 20 % depuis 1970.

Ce mouvement de baisse du volume des importations s'est légèrement ralenti fin 1974 mais une reprise effective de la croissance ne paraît pas devoir intervenir avant le second semestre.

La baisse en valeur depuis juillet 1974 des importations totales s'est en effet poursuivie jusqu'à mai inclus et pourrait se prolonger, tandis que l'indice des valeurs moyennes à l'importation plafonne au début de 1975. Une analyse de cet indice montre qu'il suit de façon décalée et amortie les mouvements qui affectent l'indice des matières premières industrielles importées, indice dont la tendance s'est retournée en avril 1974 et qui a décliné ensuite à un rythme proche de 50 % l'an. En retenant un décalage de 6 à 9 mois on peut admettre qu'une baisse de l'indice des valeurs moyennes est intervenue dans le courant du premier semestre 1975. Une telle baisse viendrait atténuer l'impact sur l'indice de volume du recul observé sur les valeurs au 1er semestre.

Pour le deuxième semestre l'évolution récente des cours des matières premières (baisse de l'indice exprimé en francs) et prévisible (absence de fortes fluctuations) et les indications fournies par les chefs d'entreprises (maintien d'une forte concurrence qui se lit notamment sur les faibles perspectives de hausses des prix à l'exportation) font envisager une stabilité des valeurs moyennes à l'importation. Ainsi, même

en cas de reprise des volumes liée au redressement de l'activité interne, l'augmentation des valeurs ne pourrait au second semestre compenser la baisse du début de l'année.

On observe enfin une intensification de la concurrence étrangère sur le marché français. Ce renforcement est ressenti dans l'ensemble des secteurs industriels par les industriels interrogés en mai 1975 par l'I.N.S.E.E., mais surtout dans les biens de consommation où la concurrence s'est fortement accrue entre décembre et mai et dans celui des biens intermédiaires où l'offre, inférieure à la demande fin 1974, est devenue en mai largement excédentaire.

A la même date les grossistes indiquent un accroissement relatif des livraisons reçues de l'étranger, limité pour l'essentiel aux biens de consommation (point repris dans le chapitre suivant).

b) Exportations

En volume, les exportations ont marqué en 1974, après la vive hausse du 1er trimestre, une baisse légère qui se prolonge dans les premiers mois de cette année. Ce profil recouvre une décroissance de la plupart des postes compensée en partie par une forte progression des exportations de biens d'équipement.

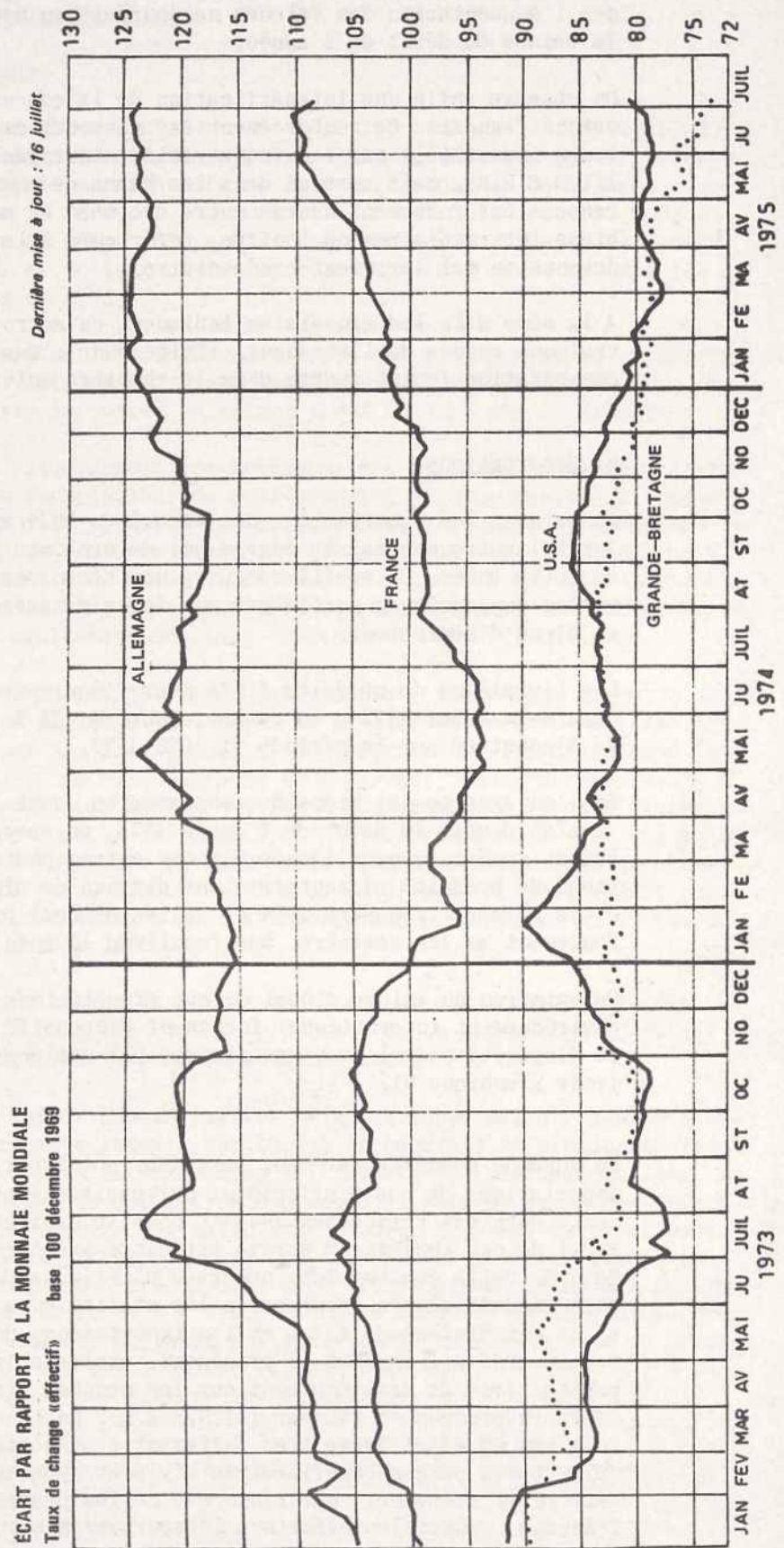
Les livraisons de produits finis pour l'équipement progressent en effet depuis le début 1973 à un rythme annuel de 25 %, à comparer à celui de 14 % constaté sur la période ni 1966-1973.

Si l'on excepte les biens de consommation, dont les exportations restent stables depuis le début de l'année 1974, on enregistre courant 1974 une baisse accentuée pour l'ensemble des autres postes. Ainsi les exportations de produits alimentaires ont diminué de plus de 25 % entre le 1er et le dernier trimestre 1974 et celles de demi produits, après un plafonnement au 1er semestre, ont reculé de 15 % au second.

Ce maintien du volume global de nos exportations s'est opéré dans un environnement international fortement dépressif, à quoi s'est ajouté la disparition de l'avantage procuré par une sous-évaluation du franc (voir graphique 9).

En moyenne pondérée par leur part dans nos exportations, le volume des importations de nos 6 principaux partenaires s'est réduit de 6 % entre les 2 derniers trimestres 1974 et pour le premier trimestre 1975 le recul de cet indicateur sur le trimestre précédent est estimé à plus de 8 %. Cette contraction, observée d'ailleurs pour l'ensemble des pays industrialisés, dont selon les statistiques du FMI les exportations ont diminué de 4,7 % et les importations de 7 % au premier trimestre 1975 par rapport au précédent, explique la dégradation des perspectives de développement sur les marchés étrangers des exportateurs interrogés en mai par l'I.N.S.E.E.. La concurrence sur ces marchés est en effet jugée très fortement croissante depuis le printemps 1974 et les marges bénéficiaires s'y sont nettement dégradées depuis mai 1974, notamment par rapport à celles pratiquées sur le marché français ; aussi les efforts à l'exportation seront-ils moins accrus que par le passé, surtout pour les biens d'équipement, et les marchés extérieurs ne sont-ils plus jugés mieux orientés que le marché français.

GRAPHIQUE 9



La réappréciation du franc - 13 % par rapport au dollar en avril comparé à la moyenne 1974 - a renforcé ces difficultés et malgré la compression de leurs marges, les industriels font état d'une forte détérioration entre décembre et mai de leurs prix de vente comparés à ceux de leurs concurrents étrangers, particulièrement sensible dans le secteur des biens intermédiaires mais aussi pour les biens de consommation. Pour les biens d'équipement cette détérioration a commencé en décembre 1973 et s'est poursuivie jusqu'en mai 1975.

Le faible recul en volume de nos exportations s'explique par la consolidation en 1974 et surtout début 1975 des substantiels gains de part de marché réalisés début 1974. La tendance récente reste à la poursuite d'une amélioration de nos parts sur les marchés étrangers. Il s'explique également par la progression de nos ventes sur les marchés des pays producteurs de pétrole.

A cet égard il est intéressant de comparer les performances françaises sur ces marchés à celles de nos concurrents commerciaux (voir graphique 10). Une comparaison des progressions des exportations, à fort contenu de matériel d'équipement, des principaux pays industrialisés vers les pays de l'OPEP, fait apparaître que, si les ventes françaises vers les pays pétroliers (6,25 % de nos exportations en 1974) se sont accrues en 1973 à un rythme supérieur à celui de nos concurrents (à l'exception de la R.F.A.), un ralentissement relatif a marqué l'année 1974.

2. Le développement prévisible

Les exportations de produits agricoles et alimentaires progressent depuis 1967 à un rythme annuel de 16 % en volume, et, en valeur, de 25 %. Malgré la chute enregistrée en 1974 et dans les premiers mois 1975, ces exportations pourraient reprendre leur croissance. Les cours mondiaux sont toutefois orientés à la baisse mais sans entraîner encore début 1975 de retournement des valeurs moyennes.

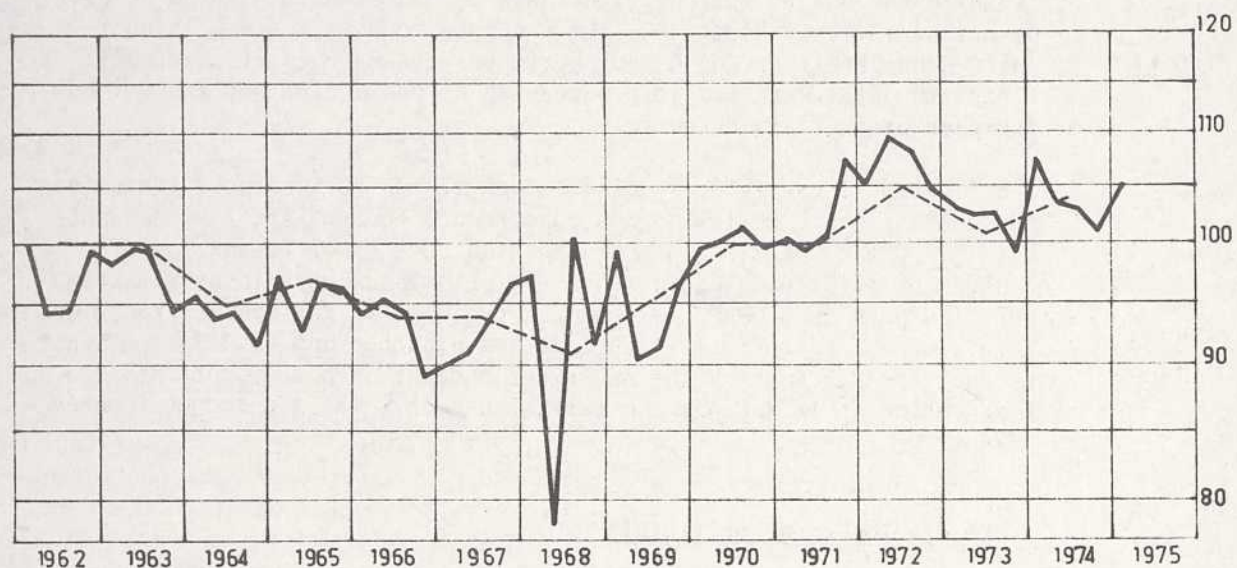
La baisse des cours des matières premières et des produits bruts s'est poursuivie tout au long du 1er semestre et compte tenu d'un environnement international toujours dépressif ne devrait au mieux que se ralentir.

Pour les produits manufacturés, la stabilisation en volume de l'année 1974, à laquelle est associée une forte progression en valeur due à la flambée des prix, notamment des demi-produits, au 1er semestre 1974, pourra déboucher sur un fléchissement en fin de premier semestre.

Le mouvement de baisse des exportations de demi-produits devrait en effet se poursuivre en volume et en prix, tandis que celles de biens de consommation marquent une tendance à la baisse dès le deuxième trimestre.

Quant aux exportations de biens d'équipement, qui restaient inscrites sur une forte pente de développement en volume fin 1974, mais dont les valeurs stagnent depuis février, elles devraient continuer de constituer l'élément essentiel de consolidation de notre équilibre extérieur, mais de façon ralentie. Ce ralentissement est perçu par les industriels interrogés sur leurs perspectives personnelles d'exportation : c'est dans le secteur des industries d'équipement qu'elles se sont le plus dégradées depuis novembre 1974, malgré une légère amélioration au printemps 1975. Jouent partiellement dans le même sens les prix à l'exportation qui ont continué de croître dans ce secteur entre novembre et mars au même rythme qu'en 1974 et dont la hausse reste entre mars et juin supé-

PERFORMANCES DE LA FRANCE A L'EXPORTATION



- — — — Rapport de l'indice annuel du volume des exportations françaises à l'indice du volume des exportations de 11 pays industrialisés, France comprise (source : ONU), ce dernier pondéré par les valeurs des exportations en 1972.
- Rapport de l'indice trimestriel du volume des exportations françaises à l'indice (moyenne pondérée) du volume des exportations de 7 pays industriels (Etats-Unis, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie). Indices corrigés des variations saisonnières, pondérés par les valeurs des exportations en dollars en 1970.

rieure à celle des prix des biens de consommation, dont le rythme se ralentit depuis juin 1974, et à celle des prix des biens intermédiaires, qui diminuent depuis novembre 1974.

De la même façon les carnets de commandes en provenance de l'étranger même s'ils continuent à être jugés supérieurs à la normale, se sont fortement dégarnis dans le secteur des biens d'équipement depuis février et ce mouvement tend, quoique plus faiblement, à se poursuivre. Dans les industries de biens de consommation, les carnets-étranger restent peu garnis mais s'améliorent depuis mars, tandis qu'ils restent à très bas niveau dans le secteur des biens intermédiaires.

Au total la France, qui ne s'inscrit plus en déphasage conjoncturel par rapport à ses partenaires commerciaux comme au début de 1974, déphasage qui a accru un déficit commercial pour l'essentiel imputable à l'enchérissement du pétrole, pourrait bénéficier de façon symétrique d'une reprise de la demande mondiale précédant la sienne. La forte baisse des importations depuis le milieu de l'année 1974, due au fléchissement de la demande, pourrait, à un rythme plus modéré, se poursuivre jusqu'à l'été. On peut escompter une stabilisation des importations de biens de consommation, compte tenu d'une orientation vers la consommation toujours peu soutenue en mai 1975, des ménages français, ainsi que de celle de biens d'équipement. L'orientation générale de l'activité interne, comme les difficultés de trésorerie des entreprises industrielles, qui restent en mai à un niveau élevé, ne permettent pas d'envisager en effet une forte reprise des commandes d'investissement avant la fin de l'année, ni celle de la demande intermédiaire. Parallèlement, les exportations poursuivront leur ralentissement. En valeur, le taux de couverture global FOB-FOB continuera à osciller autour de 105 %. Une amélioration ultérieure des soldes dépend de la reprise de la demande mondiale et aussi d'une poursuite de l'accroissement de nos ventes sur les nouveaux marchés, cette demande extérieure relançant nos exportations avant que l'activité interne n'induisse une reprise des importations.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF PHYSICS

REPORT OF THE
COMMISSIONERS OF THE
UNIVERSITY OF CHICAGO
ON THE
PROGRESS OF THE
PHYSICAL SCIENCES
DURING THE
YEAR 1900

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DIVISION OF THE PHYSICAL SCIENCES
DEPARTMENT OF PHYSICS
REPORT OF THE
COMMISSIONERS OF THE
UNIVERSITY OF CHICAGO
ON THE
PROGRESS OF THE
PHYSICAL SCIENCES
DURING THE
YEAR 1900

La chute de l'activité intervenue depuis la mi-1974 a revêtu une ampleur qui dépasse de loin les prévisions présentées à l'hiver dernier : en 9 mois la production industrielle a baissé d'environ 12 % à 13 %, celle d'énergie de 11 %, celle du bâtiment de près de 10 %. Il apparaît donc nécessaire de revenir sur les principales causes de la récession actuelle et d'analyser les enchaînements qui l'ont aggravée si l'on souhaite mettre en évidence les raisons de sa durée et les conditions d'une reprise.

1 - L'ADEQUATION DE L'OFFRE A LA DEMANDE

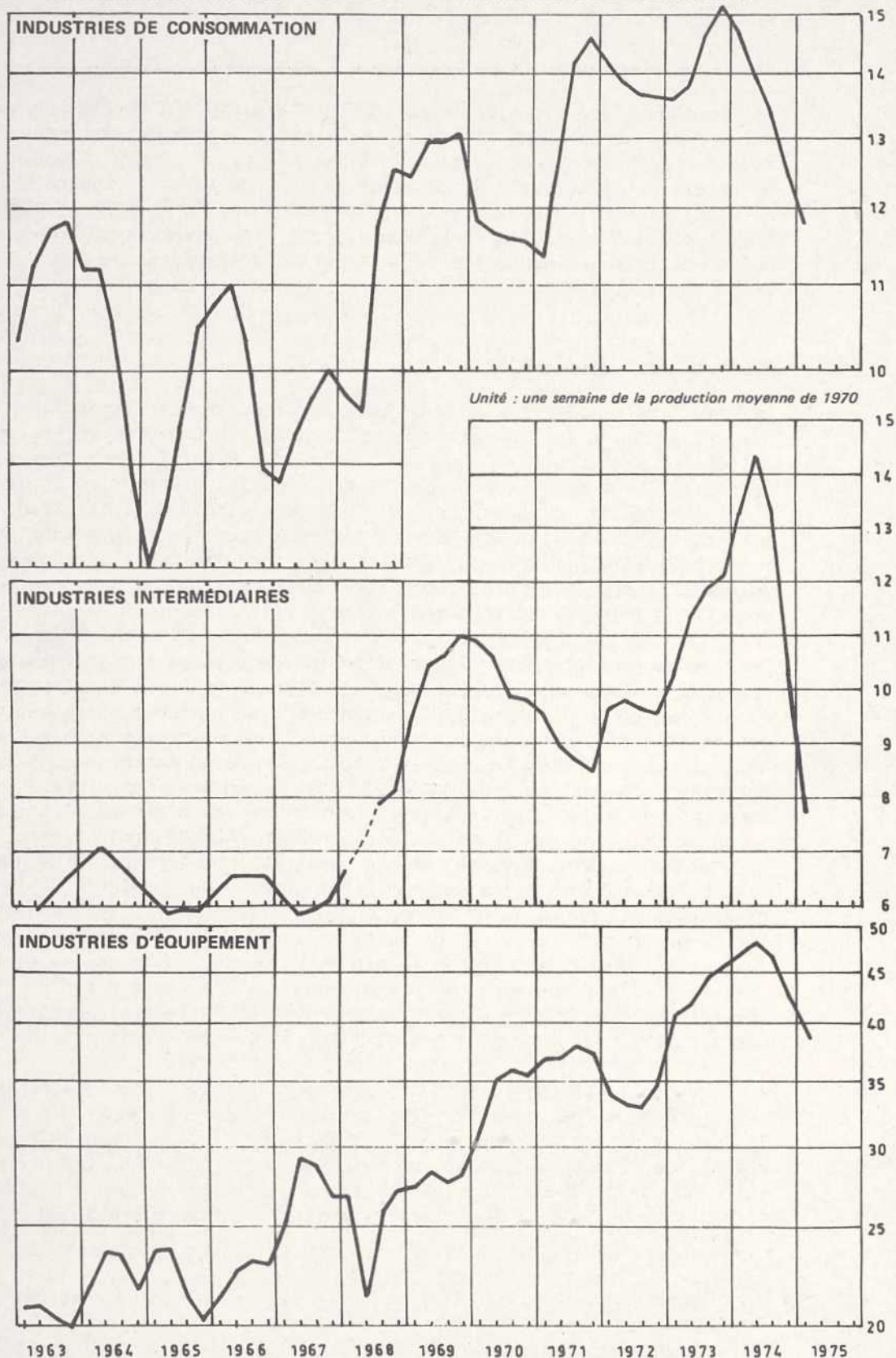
La situation de départ a joué un rôle particulièrement important : le premier semestre 1974 se caractérisait par une surchauffe généralisée à tous les secteurs de l'économie : l'embargo puis le renchérissement du pétrole brut avaient fait naître des craintes de pénuries notamment pour les produits de base, objets d'une spécialisation internationale poussée, et laissaient attendre de nouveaux et forts relèvements de prix ; ces circonstances suscitaient chez tous les agents économiques un comportement de demande fortement inflationniste qui accentuait encore des difficultés d'approvisionnement déjà élevées.

Dans cette première phase les restrictions apportées à l'accroissement des liquidités monétaires internes n'ont pu empêcher un développement encore rapide de l'activité : les ménages acquérant par anticipation les biens durables et les logements dont l'accroissement prévisible des prix menaçait le plus le pouvoir d'achat de leurs ressources ; les entreprises s'endettant massivement à court terme pour conserver un stock important de biens intermédiaires, poursuivre des dépenses d'investissement justifiées par le niveau élevé des goulots de production et distribuer un surplus inhabituel de salaires. Les déséquilibres nominaux s'accroissaient alors fortement : répercussion accélérée de la hausse des prix à tous les stades de la distribution, vives tensions sur le marché monétaire. En définitive la poursuite d'une forte croissance des revenus des ménages allait de pair avec la baisse du pouvoir d'achat de l'épargne accumulée, tandis que les résultats d'exploitation des entreprises, encore satisfaisants, même hors plus-values sur stocks, n'empêchaient pas la montée des difficultés de trésorerie.

Au début de l'été 1974 la situation conjoncturelle s'est très rapidement retournée. Les craintes de pénuries s'estompant sous l'effet de la régularisation des échanges internationaux et d'une demande mondiale moins vive, les enchaînements spéculatifs se dénouent sur les marchés des produits de base. L'évolution attendue pour les prix des biens intermédiaires s'infléchit et fait apparaître excessif le coût du stockage.

La demande finale cesse d'être stimulée par les anticipations de hausses de prix, spécialement les achats de biens durables par les ménages qui baissent selon un rythme de 15 % l'an et redeviennent inférieurs dès la mi-1974 à leur niveau de la mi 1973 ; sur la même période les ventes de logements (dans la région parisienne) se réduisent d'un quart avec la désolvabilisation des acquéreurs et le retrait des investisseurs.

ESTIMATION DU NIVEAU DES CARNETS DE COMMANDES DANS L'INDUSTRIE (1)



(1) En l'absence de données quantitatives sur les carnets de commandes industriels, on a procédé à une estimation à partir des informations tirées de l'enquête quadrimestrielle. Celle-ci fournit le nombre moyen de semaines de production correspondant au carnet de commandes. Après avoir trimestrialisé cet indicateur, on l'a multiplié par l'indice de la production industrielle du même trimestre pour obtenir ainsi un indicateur du volume des carnets de commandes.
Le dernier point utilise une estimation de l'indice de la production industrielle pour le premier trimestre 1975.

Enfin les entreprises, qui ont passé d'importantes commandes d'équipement au 1er semestre, commencent à signaler - surtout dans les secteurs tournés vers la consommation - des reports de commandes et de livraisons. La raison invoquée par celles-ci est le niveau élevé des difficultés de trésorerie qui n'ont cessé de croître et deviennent comparables à celles de la mi-1970 ; toutefois ces difficultés n'apparaissent alors préoccupantes qu'en raison de l'évolution récente des perspectives d'activité : celles-ci accompagnent le dégonflement des carnets de commandes (voir graphique 11) et deviennent plus pessimistes car il apparaît de plus en plus nettement que les ventes réalisées par anticipation dans la période de surchauffe ne se retrouveront plus à la rentrée.

La hausse des charges est jugée jusque là le principal facteur de détérioration de trésorerie : la baisse des perspectives d'activité incite donc les entreprises industrielles à réduire leur production et plus encore leurs achats, comportement encouragé par l'accumulation antérieure de matières premières, demi-produits et biens d'équipement. Cet effort d'assainissement qui peut paraître efficace au niveau d'une entreprise n'atteint pas son but quand il se généralise : les difficultés de trésorerie s'accroissent encore jusqu'à la fin 1974 et ne reviennent qu'à présent au niveau de la mi-1974. Une large part de ces difficultés trouvait en effet son origine à l'extérieur des entreprises et échappait à leur action : hausse des prix des produits importés, restrictions monétaires et prélèvements fiscaux ; ce sont donc principalement la lenteur du processus de redressement financier et l'importance du déséquilibre initial qui expliquent la prolongation des mesures déflationnistes adoptées par les entreprises et ces mesures n'aboutissent qu'à modifier en apparence l'origine des difficultés sans pouvoir les réduire rapidement ; ainsi les enquêtes de trésorerie de décembre 1974 et mai 1975 montrent la part croissante imputée à la faiblesse de la demande dans la source des problèmes financiers actuels des entreprises, la croissance des charges d'exploitation (matières premières, personnel, frais généraux) ne venant plus qu'au second plan. Cette interprétation ne peut que conforter les chefs d'entreprise dans des perspectives d'activité très pessimistes.

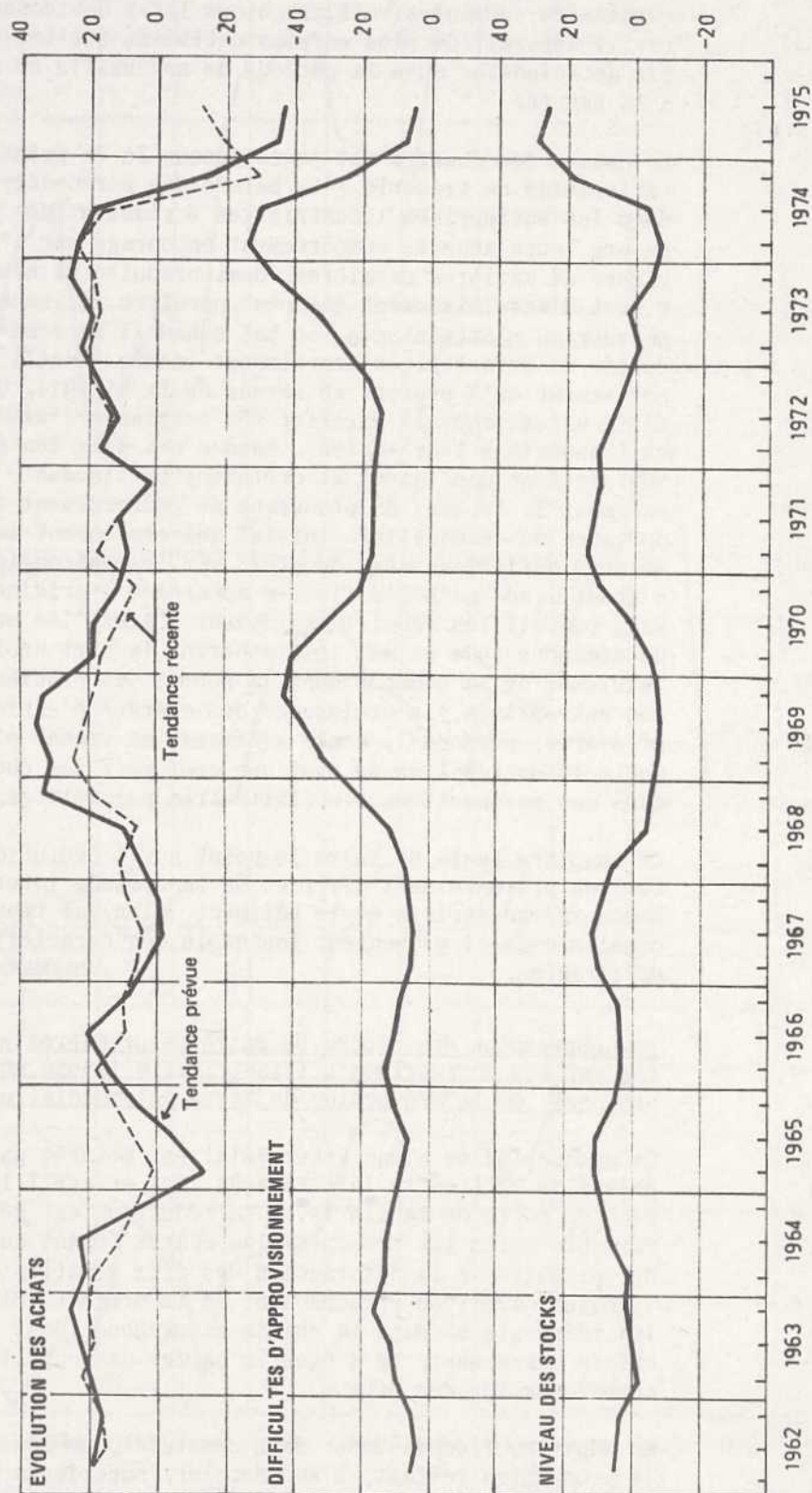
Ce chapitre tente de faire le point sur l'évolution récente et la situation présente de l'offre et de la demande interne dans les grands secteurs industriels et le bâtiment. Bien que tous marqués par la récession, ceux-ci présentent toutefois des caractéristiques sensiblement différentes.

La compression des stocks de matières premières et demi-produits opérée par les entreprises utilisatrices a imposé une baisse ample et prolongée de la production de biens intermédiaires.

La production de biens intermédiaires, mesurée par l'indice mensuel, a baissé de 20 % entre juillet-août 1974 et avril 1975 et redevient voisine de celle de la fin 1971. La réduction est générale mais d'ampleur variable selon les branches, les écarts tenant au degré d'élaboration des produits, à la déformation des prix relatifs et au caractère plus ou moins tardif du retournement de la demande. Elle atteint 20 % dans la sidérurgie et dans la chimie-caoutchouc (dont plus de 30 % dans la chimie organique), 18 % dans le papier-carton, 14 % dans la première transformation des métaux.

En dépit du fléchissement déjà constaté pour les commandes enregistrées, la production restait, l'été dernier, supérieure aux besoins comme en témoigne l'ajustement des indicateurs de production sur moyenne période, et le stockage de matières premières et demi-produits avait encore tendance à s'amplifier. Mais la baisse d'activité qui s'amorce alors

ACHATS DE MATIERES PREMIERES ET DEMI-PRODUITS PAR LES INDUSTRIELS



ramène vers novembre la production de biens intermédiaires à un niveau inférieur aux utilisations. Le déstockage qui en découle peut être saisi à travers les réponses des chefs d'entreprise (voir graphique 12) : en juin 1975, la plupart des secteurs industriels jugent que leurs stocks de matières premières et demi-produits sont moins élevés qu'en mars. Font exception les industries du textile et de l'habillement, celles du papier et des matériaux de construction. Cependant l'opinion des industriels n'évolue pas nécessairement en parallèle avec le volume des stocks : ainsi il est vraisemblable que le niveau considéré comme normal s'est nettement réduit depuis un an, non seulement sous l'effet de l'étroitesse des trésoreries et des perspectives d'activité déprimées, mais aussi en raison de l'état du marché des biens intermédiaires, caractérisé par des délais de livraison très courts et des prix en moindre hausse, voire en baisse.

Le déstockage opéré par les industriels semble avoir été beaucoup plus ample que ne l'indiquent leurs réponses qualitatives aux enquêtes de conjoncture. Il se poursuit au printemps 1975 car les achats restent encore inférieurs aux emplois. L'écart entre la production de biens intermédiaires et les emplois de ces biens par les secteurs utilisateurs (supposés proportionnels à leur production) s'était creusé au dernier trimestre 1974. Il s'est pratiquement maintenu au cours des premiers mois de 1975, l'activité continuant de diminuer dans les industries intermédiaires (voir graphique 13). Ceci traduit un déstockage important qui, jusqu'au début du printemps 1975, n'était pas apparu chez les producteurs - leur production était supérieure à la demande jusqu'à cette date - et s'effectuait donc dans les branches utilisatrices. Celles-ci se situent à des stades différents dans la compression de leurs stocks, et la reprise des achats ne pourra être que progressive. En juin, quelques secteurs ont l'intention de stabiliser ou d'accroître légèrement leurs commandes de demi-produits au cours des prochains mois : la demande devrait se raffermir un peu pour les métaux ferreux et le bois. D'autre part, les ventes des grossistes semblent avoir cessé de diminuer et leurs intentions de commandes étaient un peu mieux orientées en mai.

La production de biens intermédiaires s'est adaptée à la demande vers mars-avril et son niveau actuel autorise un premier dégonflement des stocks-producteurs

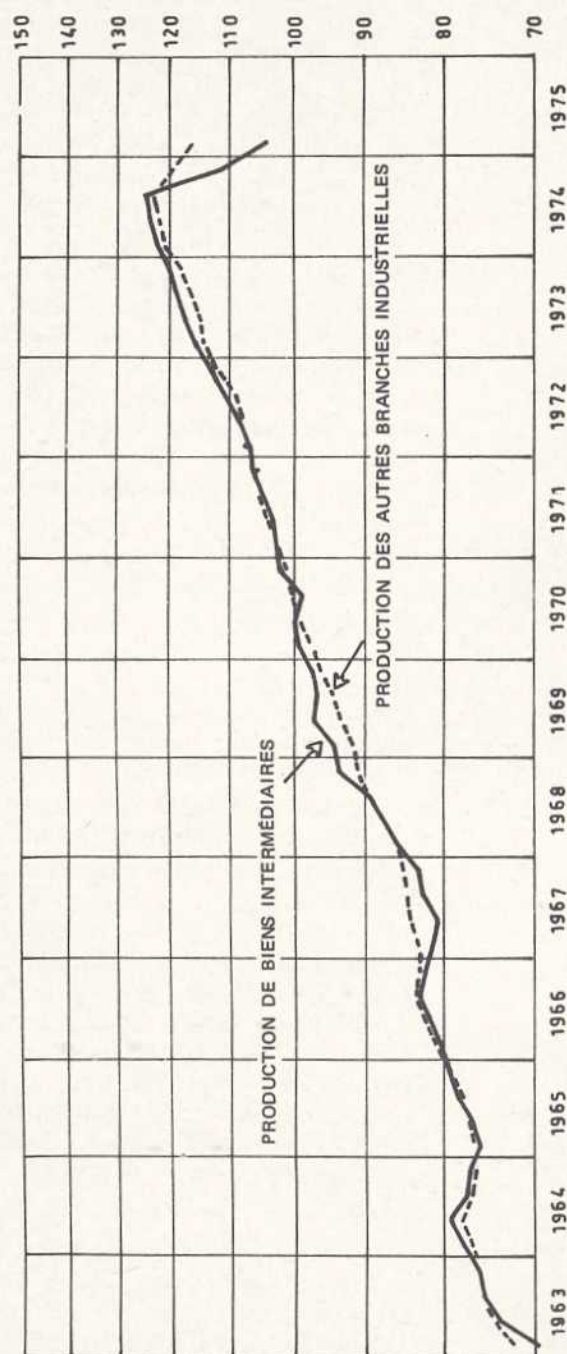
Jusqu'en juin, ces intentions ne semblent pas s'être traduites par une reprise de la demande : les commandes de biens intermédiaires, qui pour certains produits s'étaient réduites de moitié, fin 1974, par rapport aux plus forts mois de la même année, puis redressées avec l'amélioration passagère des perspectives d'activité pendant les premiers mois de 1975, restent très faibles depuis. Un mouvement semblable a été observé pour la production : celle-ci a continué de se réduire jusqu'en avril (1) après avoir paru se stabiliser au cours de l'hiver. Cependant les stocks détenus par les producteurs apparaissent moins élevés depuis avril (sidérurgie, parachimie). Ceci montre que la baisse de la production a été suffisamment ample pour excéder à présent celle de la demande.

(1) Dernier indice connu au moment de la rédaction. Les dernières enquêtes de conjoncture semblent indiquer que la baisse s'est poursuivie au moins jusqu'à la fin de mai.

BIENS INTERMEDIAIRES : DECALAGE PRODUCTION-UTILISATION

On a fait figurer sur ce graphique l'indice (base 100 en 1970) de la production industrielle de biens intermédiaires, hormis les matériaux de construction, et l'indice de la production des autres branches, modifié de telle sorte qu'il ait la même pente que le premier. Les emplois non industriels des biens intermédiaires, ainsi que les échanges extérieurs, ont été négligés.

On constate qu'après leur avoir été supérieure en 1973 et dans la première moitié de 1974, la production de biens intermédiaires est devenue très inférieure aux emplois industriels de ces biens (supposés proportionnels à la production des branches utilisatrices) à la fin de 1974, ce qui traduit un déstockage considérable. L'écart entre les deux courbes est resté important au premier trimestre 1975 (chiffres estimés), et ne semblait pas avoir diminué en avril-mai.



L'absence de données systématiques quantitatives sur l'état des stocks ne permet qu'une évaluation très approximative des modifications intervenues depuis un an : on peut admettre comme ordre de grandeur que les stocks producteurs qui représentent habituellement quelque 3 semaines d'activité auraient augmenté d'une semaine environ (avec des situations très diverses selon les branches) et que les stocks utilisateurs, en moyenne d'un mois et demi, se seraient réduits d'une à deux semaines.

Stabilisé fin 1974, le volume de la consommation des ménages reprend sa progression début 1975 pour se situer en milieu d'année à 2 % - 3 % au-dessus du niveau moyen de 1974.

Contrairement à la demande des entreprises, la consommation totale des ménages n'accuse pas de ralentissement ou de baisse brusques. Toutefois, si l'on retient la seule composante industrielle des dépenses des particuliers, les achats d'anticipation qui ont été l'un des traits les plus caractéristiques des comportements économiques entre la mi 1973 et le printemps 1974 apparaissent également ici, bien que de façon moins marquée : après avoir progressé de 8 % entre le 3ème trimestre 1973 et le 1er trimestre 1974, la consommation de produits industriels baisse de 3 % jusqu'au dernier trimestre 1974. Elle a ensuite augmenté d'environ 2 % pendant les six mois suivants (1)

Le mouvement est particulièrement net pour les biens durables : ainsi les achats d'appareils électroménagers se sont effectués durant les premiers mois de 1974 à un rythme supérieur de plus de 10 % à celui auquel conduisait tendanciellement la progression antérieure du pouvoir d'achat ; en fin d'année et tout au long du 1er semestre 1975, ils se situent à environ 5 % en retrait de ce niveau tendanciel.

Depuis le début de cette année on observe une stabilisation des achats de biens durables : l'électroménager déjà cité, l'ameublement et aussi l'automobile (2). Le textile et le cuir poursuivent une légère décroissance à travers des fluctuations importantes : faiblesse des ventes fin 1974 suivie de bons résultats en janvier-février puis d'une rechute en mars et avril.

Un fait remarquable est la forte progression des achats de culture-loisirs depuis la fin de 1973 : de plus de 10 % entre 1973 et 1974, celle-ci se poursuit début 1975 et témoigne des substitutions qui ont pu s'opérer au moins provisoirement dans le budget des ménages au détriment des dépenses de transport individuels (achats de voiture neuves et frais d'utilisation).

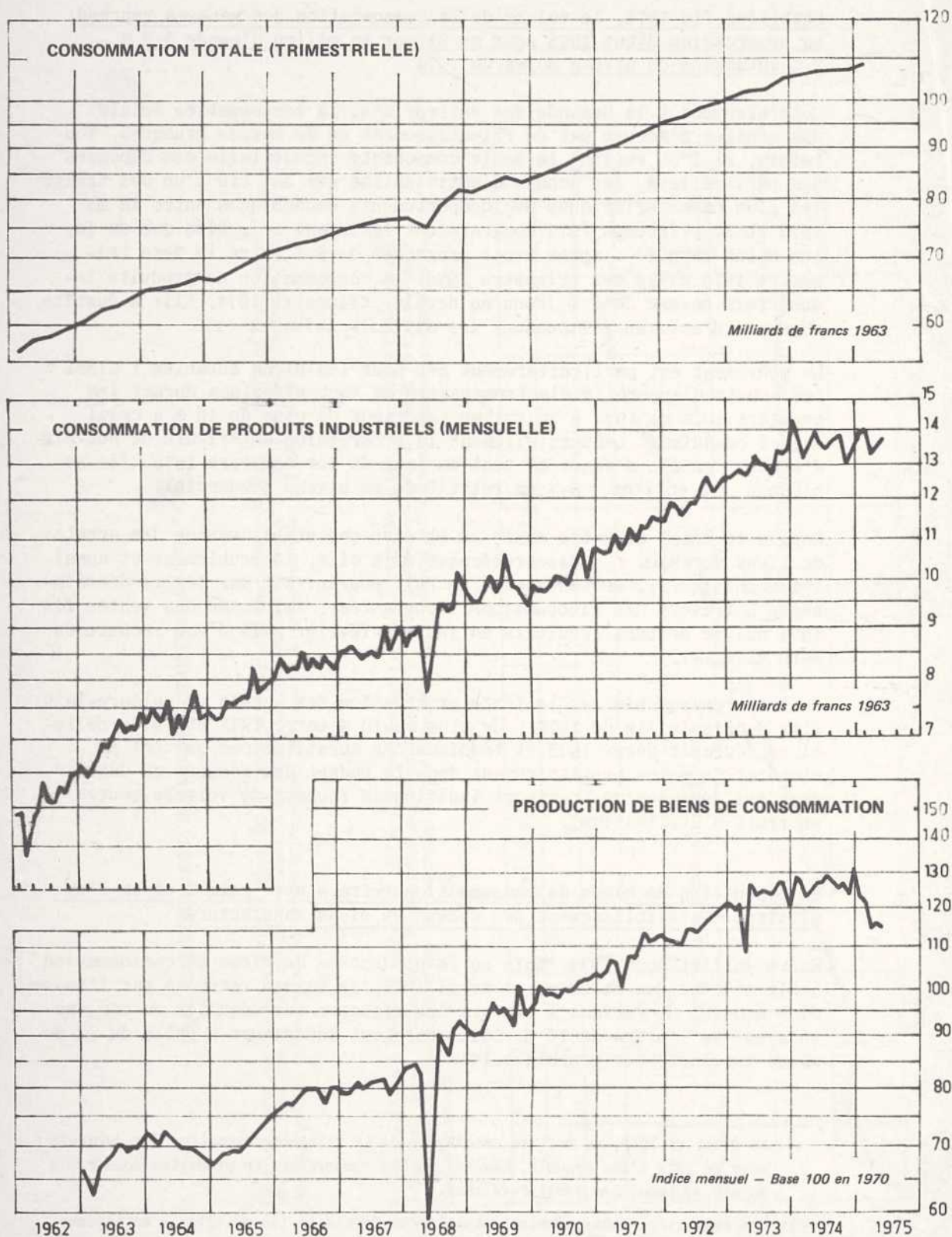
La production de biens de consommation retrace avec retard et en l'amplifiant l'affaiblissement des achats de biens manufacturés

Entre juillet-août 1974, mois où la production de biens de consommation avait atteint son maximum, et avril 1975, la baisse retracée par l'indice mensuel ou estimée à travers les réponses aux enquêtes de conjoncture est de l'ordre de 10 %, soit nettement supérieure à celle de la demande interne (voir graphique 14).

(1) Au début de 1975, un certain rattrapage de la faible consommation des derniers mois de 1974 s'est produit. Les ventes des commerçants en produits industriels ont été soutenues en janvier-février.

(2) Les immatriculations semblent stabilisées depuis la fin de 1974, à un niveau inférieur de 27 % au maximum de l'été 1973.

GRAPHIQUE 14



Les divergences d'évolution des indicateurs de production et de consommation sont d'une part d'ordre technique (1).

Interviennent également les conséquences des comportements des producteurs et des commerçants face aux modifications de la demande des particuliers : ainsi la production de biens électriques d'équipement ménager s'est accrue plus fortement que les achats et ceci jusqu'en juillet-août 1974 alors que ces achats s'étaient déjà ralentis ; le réajustement en baisse de fin d'année s'est trouvé amplifié par le déstockage des commerçants dû aux difficultés d'obtention de crédit et aux médiocres perspectives de ventes : en revanche, depuis le début 1975, un certain regonflement des stocks commerciaux accompagne une reprise de la production qui s'est révélée excessive, eu égard à la stabilisation des ventes (2).

Enfin, il faut tenir compte de l'évolution des échanges extérieurs qui se traduit depuis quelques mois par l'arrêt du redressement du solde en volume. En particulier le taux de pénétration des voitures étrangères, qui était redescendu de 21 % en 1973 à environ 16 % à la rentrée 1974 pendant la période de chute de la demande, remonte rapidement et atteint 22 % en mars-avril sous les effets conjugués d'un certain avantage de prix lié aux fortes augmentations des constructeurs français, et de l'impact des grèves récentes. Inversement les ventes à l'étranger baissent de 20 % à partir d'octobre 1974. Les effets de la concurrence étrangère, accrue par la réduction des débouchés et par l'appréciation du franc, se font aussi sentir dans les secteurs de l'habillement, des textiles et du cuir et l'on perçoit notamment chez les grossistes, depuis janvier, un élargissement de la part des livraisons en provenance de l'étranger.

La production de biens d'équipement diminue depuis l'automne 1974

Les industries d'équipement avaient conservé un niveau de production très élevé jusqu'à la fin du 3ème trimestre 1974, les carnets de commandes gonflés par les nouveaux contrats à l'exportation étant restés très bien garnis jusqu'en septembre. Cependant ceux-ci devaient alors commencer à se réduire et le mouvement allait s'accélérer au cours des mois suivants entraînant une forte réduction de production. De juillet 1974 à mai 1975 la baisse de la production peut être estimée à 11 % - 12 % (3) avec des situations très diverses selon les branches qui dépendent essentiellement de la destination du matériel produit : elle semble avoir été la plus marquée dans la construction de machines et l'informatique mais paraît également forte dans la construction électrique.

(1) Le champ couvert est loin d'être identique, l'indice de production retenant fréquemment des produits proches de biens intermédiaires, de mesure plus aisée, mais qui dans la conjoncture récente fluctuent plus que les produits plus élaborés. Un exemple peut être fourni par la branche du textile où du début 1974 au printemps 1975 la consommation diminue d'environ 4 % ; à la production, une évolution du même ordre est relevée pour la bonneterie, mais la chute atteint 15 % pour l'activité des industries lainières et cotonnières et 25 % pour les fils et fibres artificiels et synthétiques.

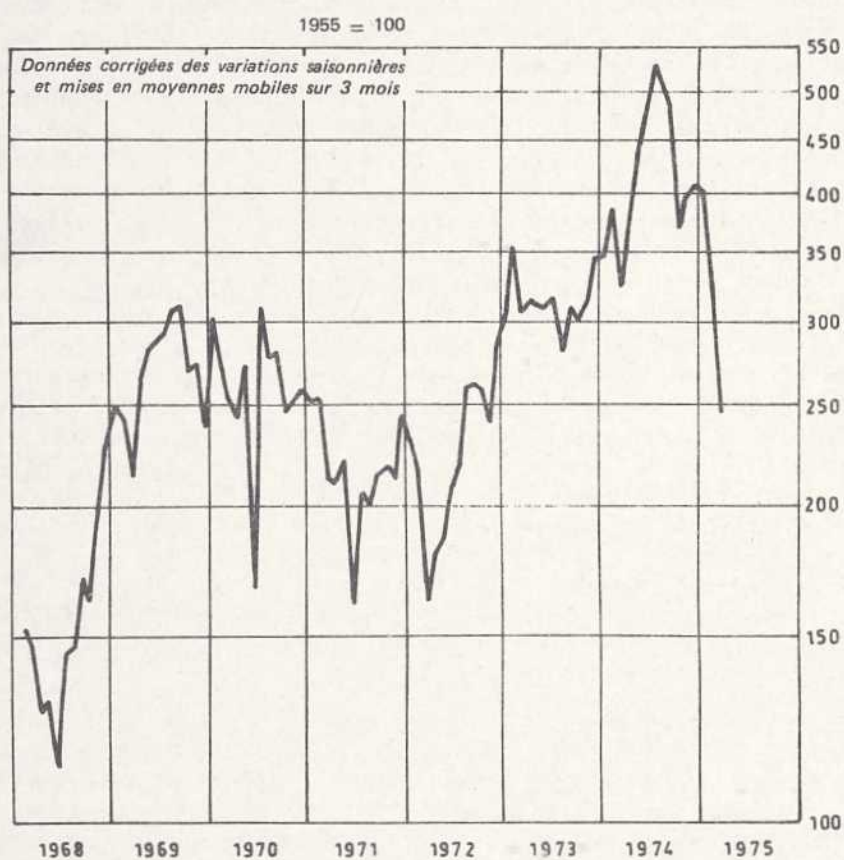
(2) La production de biens de consommation de la construction électrique a augmenté assez nettement au cours du premier trimestre.

(3) En l'absence d'un indice mensuel de la production industrielle, cette estimation repose sur les réponses aux enquêtes de conjoncture : évolution des marges de capacité disponibles et chiffrage des appréciations qualitatives sur la tendance récente de la production.

GRAPHIQUE 15

MACHINES-OUTILS

commandes en valeur



A l'origine c'est la demande intérieure qui a fléchi : les commandes d'équipement des industriels français avaient nettement diminué à partir du printemps 1974, comme en témoigne la chute des importations dès le mois de juin, alors que les carnets de commandes étrangères restaient très étoffés jusqu'en janvier. La réduction des commandes a été perçue dès l'été dans la construction de machines, branche très sensible aux fluctuations de l'investissement industriel. Les commandes de machines-outils, très fortes au printemps 1974, ont diminué d'environ 50 % (en valeur) pendant les neuf mois suivants (voir graphique 15). En raison de la basse conjoncture de l'industrie et du BTP, les matériels de levage et de manutention ont également enregistré une sensible réduction de la demande.

Au printemps 1975, le développement de la production ne se poursuit plus que dans certaines branches du gros équipement industriel (chaudronnerie, turbines, pompes) et dans la construction électronique dont l'expansion reste très vive. Les carnets de commandes apparaissent très réduits dans la construction de machines (le quart en chiffre d'affaires du secteur de l'équipement). En revanche ils sont toujours jugés voisins de la normale dans la construction électrique et l'équipement général industriel, où la demande reste soutenue par de grosses commandes, et dans l'optique et mécanique de précision où l'ajustement de la production a été très rapide. Dans toutes les branches, à l'exception de la construction de machines, les carnets tenus pour les commandes étrangères restent assez bien garnis malgré une réduction certaine au cours des derniers mois. Dans le groupe d'industries produisant des matériels lourds de transport, l'activité diminue depuis plusieurs mois, en raison du poids prédominant de la construction aéronautique, mais la production continue d'augmenter très modérément dans la construction navale et le matériel ferroviaire.

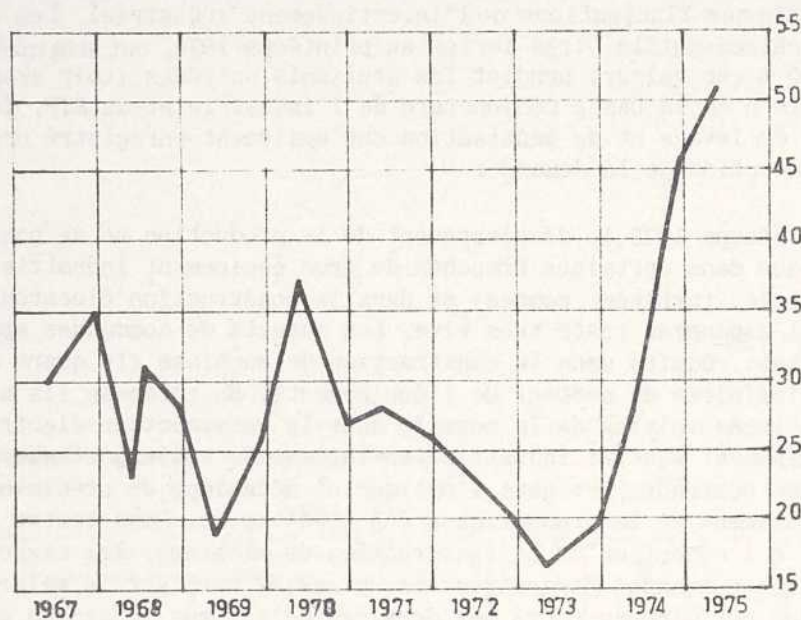
A la fin de 1974 les industriels, qui ne s'attendaient vraisemblablement pas à la poursuite du mouvement de baisse, semblent avoir un moment conservé un rythme de production supérieur à celui des entrées de commandes ; ce retard qui s'est traduit par une accumulation de stocks (pour les branches qui en détiennent) expliquerait que la diminution de la production (évaluée à partir des enquêtes de conjoncture) ait été alors moins forte que celle des livraisons (fournie par l'indice). En revanche l'évolution des 5 premiers mois de 1975 est caractérisée par une forte baisse de la production sans variation sensible des stocks ; ce qui n'empêche pas une nouvelle réduction des carnets à partir de mars, partiellement due à l'attente de l'annonce de mesures en faveur de l'investissement.

Deux raisons à la baisse de l'investissement industriel privé : l'acuité des problèmes de trésorerie et l'éloignement des perspectives de reprise.

Dès la fin 1973 la crise pétrolière avait entraîné de fortes révisions en baisse des perspectives d'activité ; cependant ce n'est qu'au cours de l'été 1974, après qu'ait reflué la vague d'achats de précaution, que le pessimisme des chefs d'entreprise affecte réellement leur comportement de dépenses. Par la suite la prise en compte dans les plans d'investissement d'une croissance ralentie par rapport à celle des années passées se renforce à mesure que s'élargissent les capacités de production inemployées et que s'éloignent les perspectives de reprise. Dans ce contexte, la dégradation des situations de trésorerie ne peut que renforcer les réflexes de prudence : en conséquence, 46 % des industriels amenés à réaliser des investissements ont reporté des commandes ou des livraisons au cours du 2ème semestre 1974 et 51 % au cours du 1er semestre 1975 (voir graphique 16).

GRAPHIQUE 16

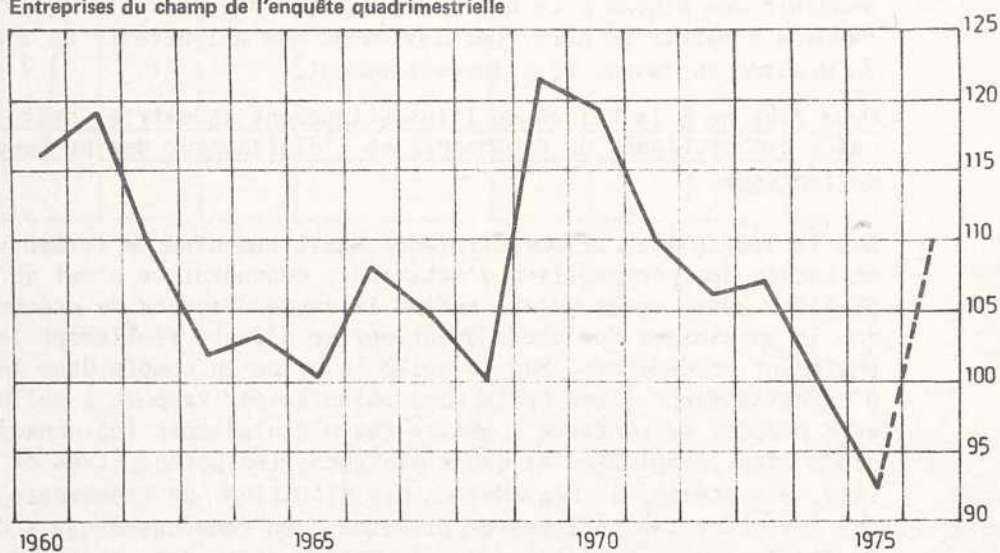
POURCENTAGE D'ENTREPRISES AYANT REPORTE DES COMMANDES
OU DES LIVRAISONS DE BIENS D'EQUIPEMENT
AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS



GRAPHIQUE 17

VARIATION DU VOLUME DE L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF
PAR RAPPORT A L'ANNEE PRECEDENTE

Entreprises du champ de l'enquête quadrimestrielle



Ces reports, qui étaient tout d'abord le fait des petites entreprises, ont été plus récemment surtout effectués par les plus grosses. En conséquence, les industriels ont progressivement révisé en baisse leurs prévisions de dépenses d'investissement pour 1975, d'abord en mars, puis à nouveau en juin. Leurs projets actuels font attendre une réduction du volume de l'investissement de l'ordre de 8 % entre 1974 et 1975 (voir graphique 17). Celle-ci serait très marquée dans les secteurs produisant des biens de consommation (pour lesquels elle serait de l'ordre de 20 %). On note en particulier une nouvelle révision en baisse des budgets d'investissement dans le secteur de l'automobile.

Les réductions d'investissement sont également fortes dans certains secteurs produisant des biens intermédiaires, comme le verre ou le papier carton ; elles sont faibles dans le groupe des industries produisant des biens d'équipement (baisse de l'ordre de 5 % en volume).

Notons enfin que globalement les industries tournées vers l'exportation continuent à investir plus fortement que les autres.

A la différence de ce qui est prévu dans l'industrie privée, le volume des investissements des entreprises publiques, qui était resté stable en 1974, devrait progresser en 1975 de plus de 8 % (correspondant à un accroissement de l'ordre de 20 % en valeur), compte tenu des prêts accordés en avril et en juin, l'augmentation étant particulièrement forte dans le secteur énergétique (environ 30 %) et les télécommunications.

Les secteurs non-industriels réduisent leurs investissements.

Parmi les autres secteurs, les entreprises du bâtiment prévoient une forte réduction de leurs investissements pour cette année, spécialement dans le gros oeuvre ; une situation analogue se retrouve dans le secteur des travaux publics où les projets chiffrés des entrepreneurs étaient en avril en retrait d'un quart sur leurs dépenses d'investissement de 1974.

Pour l'agriculture, la stagnation du revenu des exploitants et le faible niveau des carnets de commandes détenus par les producteurs de machines agricoles laissent attendre une baisse du volume de l'investissement pour cette année ; ce que confirme par ailleurs l'infléchissement du volume des ventes de matériel agricole signalé par les grossistes depuis un an.

Dans le commerce, 13 % des grossistes déclarent opérer actuellement des modernisations ou transformations de leur entreprise contre 20 % au 1er semestre 1974 ; les prévisions faites en mai dernier par les détaillants se traduiraient par des réalisations en 1975 pour 19 à 20 % d'entre eux contre 22 % en 1974 et 24 % en 1973.

Enfin les transporteurs routiers de marchandises ont réduit leurs achats de véhicules en raison de la baisse du trafic (1).

Dans le bâtiment et les travaux publics, les carnets de commandes se sont sensiblement dégarnis depuis le printemps 1974, et les entreprises ont progressivement réduit leur activité à partir du niveau très élevé des premiers mois de 1974.

(1) D'une manière générale, les achats de véhicules utilitaires diminuent fortement depuis l'automne 1974.

En un an, d'avril 1974 à avril 1975, le nombre des heures travaillées a diminué de 6,2 % (1). Le fléchissement de la demande des ménages à partir du printemps 1974, et la réduction des plans d'investissement des entreprises (2) dans la seconde moitié de l'année ont été à l'origine de cette baisse.

La commercialisation de logements neufs avait atteint un niveau très élevé au premier trimestre 1974. Après avoir nettement fléchi dans la seconde moitié de 1974, elle stagne à un niveau sensiblement inférieur à celui des deux années précédentes (au dernier trimestre 1974, il était inférieur de plus de 40 % à celui du premier trimestre). Pour les cinq premiers mois de 1975, le nombre des mises en chantier a été en baisse de 7 % par rapport à la période correspondante de 1974 ; ceci recouvre une légère reprise au premier trimestre, qui ne s'est pas poursuivie. La répartition des mises en chantier selon le secteur de financement a infirmé les prévisions généralement faites : les réalisations ont été inférieures dans les secteurs aidés, alors que la fermeté du secteur libre a été plus grande qu'il n'était attendu. Les principales entraves relatives à l'offre de H.L.M. et de logements primés ont disparu ; en particulier, les prix plafonds ont été sensiblement relevés et d'une façon générale, les conditions de production du secteur aidé ont été améliorées. Mais des facteurs moins favorables ont pesé sur la demande, et particulièrement celle qui s'adresse au secteur intermédiaire (PSI, PIC) : moindre progression du pouvoir d'achat des ménages, hésitation à s'endetter en période d'incertitude, importance du montant des prêts complémentaires nécessaires compte tenu du prix très élevé des logements et du coût encore élevé des crédits bancaires. Signalons d'autre part, car ce peut être la raison d'un certain transfert vers le secteur libre, le rétrécissement de l'écart des taux entre les PIC et le marché hypothécaire. Fin juin 1975, les perspectives de mises en chantier des promoteurs restent orientées à la baisse, laquelle devrait s'accroître dans le secteur libre.

Pour les travaux autres que le logement, les commandes de bâtiment et génie civil des entreprises privées diminuent depuis un an, et aucune reprise n'est envisagée pour le second semestre. Les investissements des administrations devraient augmenter de 5 % en volume en 1975, avec une accélération relative, par rapport aux années précédentes des dépenses de l'état, au cours du premier semestre. L'élément le plus dynamique de la demande provient des entreprises nationales (programme nucléaire d'E.D.F., investissements téléphoniques) dont les commandes, qui s'adressent pour une large part aux travaux publics, devraient augmenter de 8 %.

(1) D'après l'augmentation des capacités inutilisées, la baisse de la production peut être estimée à 8 - 10 %. Les autres indices conduiraient à des baisses moindres : - 4,2 % pour l'indice de la production industrielle (rapport des 4 premiers mois de 1975 aux 4 premiers de 1974) qui suppose une croissance régulière de la productivité ; - 6,5 % pour la production de matériaux de construction sur la même période (mais les livraisons de ciment ont diminué de 8,7 %).

(2) La structure de production du B.T.P. est approximativement la suivante :

Construction de logements neufs	30 %
Ouvrages destinés à l'administration	17 %
Ouvrages destinés aux entreprises	25 %
Entretien	28 %
TOTAL	100 %

Les entreprises du bâtiment ont vu leurs carnets de commandes se dégarnir sensiblement : leur charge de travail, évaluée à 6,8 mois de production en avril 1974, n'en représentait plus que 4,9 un an plus tard. Dans les Travaux publics, la valeur des marchés conclus pendant les quatre premiers mois de 1975 a marqué un recul de 16 % par rapport à la période correspondante de 1974 (ce qui constitue il est vrai une référence très élevée).

Dans l'une et l'autre branches, les perspectives d'activité sont basses. La réduction des effectifs (60.000 depuis un an, soit 3,5 %, taux qui n'a été dépassé que dans l'industrie du bois et le textile) se poursuit à un rythme à peu près régulier : il restent excédentaires en regard de la production.

Comme dans le reste de l'industrie, mais avec plus de netteté, les difficultés de trésorerie s'atténuent depuis l'automne 1974. Outre l'obtention plus facile des crédits bancaires qui ne concerne que les derniers mois, le raccourcissement des délais de paiement (en particulier publics) est à l'origine de cette évolution.

2 - L'EMPLOI

La baisse des effectifs salariés s'est accélérée au cours des premiers mois de 1975

La réduction du nombre des heures travaillées a été forte depuis l'été 1974 (- 2,7 % pour l'ensemble des secteurs non agricoles, - 4,2 % pour l'industrie hormis le BTP du 30.06.1974 au 31.03.1975). Mais elle n'a pas été en rapport avec la chute de la production, et la productivité a sensiblement diminué.

Comme on l'observe toujours dans les périodes difficiles, les entreprises se sont d'abord efforcées de limiter la baisse de leurs effectifs en jouant sur la durée du travail et le chômage partiel. C'est ainsi que la réduction de la durée du travail s'est accélérée à partir du dernier trimestre 1974 dans les secteurs les plus touchés par la récession (industries intermédiaires, textiles, BTP) ; et le chômage partiel est important depuis la fin de 1974 : après la pointe de décembre (420 000 personnes touchées), il oscille autour d'un niveau élevé (entre 260 000 et 360 000 personnes), avec une tendance à l'augmentation en avril et mai. Les secteurs recourant le plus au chômage partiel, relativement à leur effectifs, restent l'industrie textile et l'habillement, la construction de machines et la construction électrique.

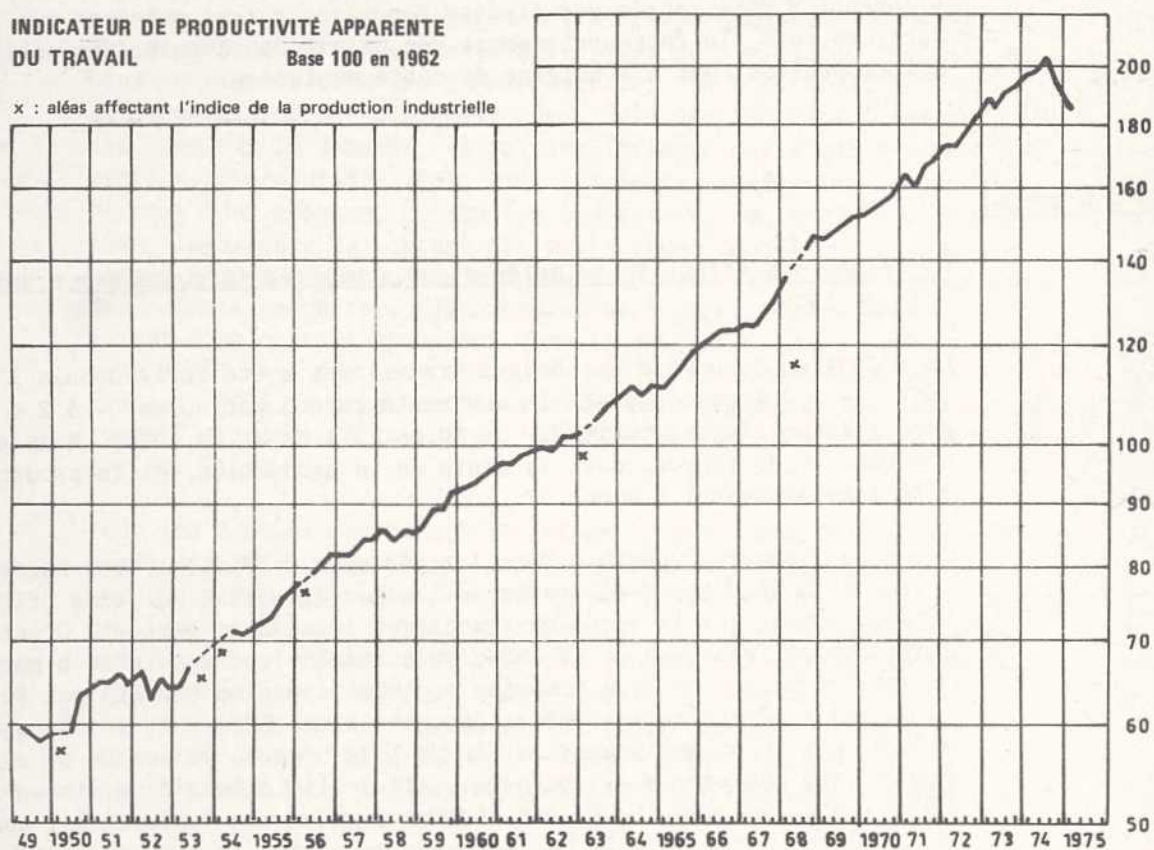
La baisse des effectifs salariés des secteurs non agricoles s'était amorcée au quatrième trimestre de 1974 (dès le troisième dans l'industrie) ; elle s'est accélérée par la suite. Pendant les trois premiers mois de 1975, elle a été, après correction des variations saisonnières, de l'ordre de 0,7 %, ce qui correspond à une réduction d'environ 100.000 du nombre de personnes employées. Sur ce total, la réduction des effectifs industriels a été d'environ 70.000 : les industries de consommation réduisent leurs effectifs depuis le début de 1974, les industries intermédiaires depuis l'automne. Au début de 1975, les producteurs de biens d'équipement ont à leur tour réduit les leurs (de 1,2 % sur le trimestre).

GRAPHIQUE 18

**INDICATEUR DE PRODUCTIVITÉ APPARENTE
DU TRAVAIL**

Base 100 en 1962

x : aléas affectant l'indice de la production industrielle



La baisse s'effectue dans le bâtiment et les travaux publics à un rythme à peu près constant depuis la mi-1974 (environ 1,2 %, soit 20.000 personnes par trimestre). Enfin, dans les Transports-Services-Commerces - ce secteur qui emploie 5,5 Millions de personnes est depuis plusieurs années celui qui concourt le plus à la création d'emplois - la croissance des effectifs s'est interrompue à partir de l'automne 1974. Une légère baisse serait même intervenue dans les premiers mois de 1975, principalement due aux commerces.

La diminution des besoins en main-d'oeuvre s'est évidemment traduite par une baisse des offres d'emploi. Les offres nouvelles enregistrées mensuellement s'établissent depuis la fin de 1974 autour de 80.000 (elles étaient en moyenne de 130.000 au cours du premier semestre de 1974) et le stock des offres en fin de mois décroît régulièrement depuis la mi-1974, si l'on excepte une légère remontée au début de 1975, laquelle avait accompagné une amélioration des perspectives d'activité et ne s'est pas poursuivie.

Dans le même temps, les demandes enregistrées chaque mois oscillent autour de 200.000 (contre environ 140.000 il y a un an), celles qui sont déposées par les hommes adultes représentant une part importante de ce flux (1) et le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence atteignait 835.000 à la fin du mois de mai (après correction des variations saisonnières), sa croissance s'effectuant depuis novembre 1974 au rythme d'environ 100.000 demandes supplémentaires par trimestre.

En juin 1975, la situation des entreprises industrielles reste caractérisée par une importante rétention de main d'oeuvre. La poursuite de la baisse de la production, bien que ralentie, n'a pas permis d'amélioration de la productivité (voir graphique 18).

Les réponses fournies par les industriels dans le courant du mois de juin, outre qu'elles témoignent d'une diminution importante des effectifs entre mars et juin, font attendre la poursuite de la baisse au cours des prochains mois. Les prévisions sont également orientées à la baisse dans le BTP, et dans le commerce (le climat général s'est récemment dégradé dans la profession). Au total, et compte tenu du renversement de tendance observé au début de l'année dans les Transports et Services, les effectifs devraient continuer de diminuer et le nombre des demandes d'emploi de croître, à des rythmes voisins de ceux qui sont enregistrés depuis le début de l'année. La baisse de la durée du travail se ralentirait légèrement.

(1) Du premier trimestre 1974 au premier de 1975, elles ont augmenté plus vite que celles des hommes jeunes (+ 46,0 % contre 35,6 %).

